



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2018-05-16 / 2018-05-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

**Mercredi 16 mai.**

**RDC : les activités touristiques suspendues dans le parc des Virunga.** Les activités touristiques dans le parc national des Virunga sont suspendues jusqu'au 4 juin. Cette décision rendue publique mardi 14 mai a été prise la veille par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), à la suite de l'embuscade dans laquelle étaient tombés des touristes étrangers vendredi dernier dans la région de Kibumba. Une garde parc avait trouvé la mort dans cette embuscade et deux touristes britanniques pris en otage par des hommes armés non identifiés, avant d'être libérés dimanche dernier. Selon Joël Wengamulayi, le directeur de l'information à l'ICCN, son institution entend mettre à profit cette période de trêve pour enquêter sur ces incidents et réfléchir sur des mesures à mettre en place afin que ces genres d'incidents ne puissent plus se reproduire. L'ICCN a présenté ses excuses à tous les touristes qui avaient fait leurs réservations, promettant de travailler d'arrache-pied pour améliorer très vite les conditions sécuritaires des touristes et ainsi relancer les activités touristiques dans le parc national des Virunga.

**Kinshasa : la police traque les voitures « Ketchs ».** La Police nationale congolaise (PNC) traque à partir de ce mercredi 16 mai, les voitures communément appelées « Ketch » et tout autre véhicule sans plaque d'immatriculation, avec plaque voilée ou non conforme et à vitres fumées. Cette mesure concerne toutes les grandes villes de la RDC, particulièrement celle de Kinshasa, confrontée au phénomène d'enlèvements des personnes à bords des ketchs.

**Haut-Katanga : le mandat politique de la Monusco expliqué aux députés et ministres provinciaux.** Le mandat politique de la Monusco met notamment l'accent sur l'appui à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 et du processus électoral, a affirmé l'officier de la division politique de la Mission onusienne, Marilyn Ngum Fru. Il leur est expliqué le mandat politique de la Mission onusienne, conformément à la nouvelle résolution 2409 du Conseil de sécurité de l'ONU. Selon Marilyn Ngum, il s'agit, d'une part, d'apporter une assistance technique et un soutien logistique aux opérations électorales. D'autre part, la résolution souligne que la Monusco a le rôle de promouvoir un processus électoral inclusif, crédible et transparent, via les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC. En dehors du mandat politique, les discussions ont aussi concerné le volet lié à la protection des civils. A ce sujet, le chef de bureau de la Monusco à Lubumbashi a expliqué aux participants, que les chapitres 2 et 3 de la résolution du Conseil de sécurité précisent que, lorsqu'il s'agit de la protection des civils, la Mission de l'ONU intervient en appui au gouvernement congolais.

**Le FNUAP offre du matériel médical à quatre structures sanitaires de Kananga.** Le Fonds des Nations unies pour la population a remis symboliquement mardi 15 mai du matériel médical à quatre structures sanitaires de Kananga au Kasai-Central. Ce don est évalué à 25 000 dollars américains. Il est constitué notamment de lits d'hospitalisation, de tables d'accouchement, de matelas et de délateurs utérins.

**Ituri : la situation sécuritaire est encore précaire à Djugu (notables locaux).** La situation sécuritaire est encore précaire dans le territoire de Djugu et nécessite l'implication des autorités politiques et administratives, ont constaté des notables de l'Ituri, regroupés au sein de l'Union des associations pour le développement de l'Ituri (Unadi). « Il y a des cas de tueries dans certains coins, des kidnappings. Ça n'avance à rien. Hier j'ai reçu un message à Ngongo. Ça n'avance à rien. Nous disons : 'trop c'est trop' », a dénoncé Claudine Nzeni. Elle recommande à la population de ne pas céder à des manipulations faites par des tireurs de ficelles qui veulent, selon elle, replonger l'Ituri dans une guerre interethnique. Samedi 12 mai dernier, plusieurs notables et députés de l'Ituri ont accusé certains membres des communautés Hema et Lendu de se livrer à des actes de provocation susceptible d'alimenter et relancer les violences à Djugu.

**Kinshasa : début de la distribution de kits scientifiques aux écoles publiques.** Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Gaston Musemena, a lancé, mardi 15 mai à Kinshasa, la campagne de distribution de kits scientifiques aux écoles publiques de la RDC. Selon lui, il s'agit de matériels destinés aux établissements organisant la section scientifique. Au total, 18 000 kits [dont le contenu n'a pas été révélé] sont à distribuer dans 43 provinces éducationnelles que compte le pays. La distribution de ces kits scientifiques va faciliter l'apprentissage des mathématiques et des sciences. Ce lot a été financé par la Banque mondiale dans le cadre du Projet d'éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements au niveau secondaire et universitaire.

**Lubumbashi : 12 blessés après accrochages entre policiers et civils.** Douze personnes ont été blessées mardi lors des accrochages qui ont opposé les policiers aux habitants du quartier Luwowoshi à Lubumbashi (Haut-Katanga). Selon le Conseil provincial de sécurité, qui a livré ce bilan mercredi 16 mai, une partie du marché Zambia a été incendié et quelques maisons de commerce ont également été pillées. Les habitants de Luwowoshi protestaient contre l'intervention tardive de la police lors d'une tentative de cambriolage par des voleurs à mains armées.

**L'« Espace katangais » s'oppose à la déstabilisation du Tanganyika.** Dans une déclaration faite mardi 15 mai à la presse, les jeunes de « l'Espace Katangais » interpellent des personnes qui réclament le départ de l'exécutif de cette province, qui n'aurait pour conséquence que de « freiner l'élan du développement de cette nouvelle province. » Selon Evariste Kimwanga, l'acteur exécutif provincial, à travers le gouverneur Richard Ngoy, a fourni beaucoup d'efforts pour faciliter la cohabitation entre les pygmées et les bantous, qui se sont affrontés en maintes reprises « occasionnant des pertes en vies humaines et freinant l'élan de développement de la province. »

**Kasaï-Central: un chef milicien condamné à 20 ans de prison.** Le chef milicien Kaponia Muenyapale a été condamné mardi 15 mai à de lourdes peines pour participation à un mouvement insurrectionnel et violation de consigne par le tribunal militaire garnison de Kananga. Il était poursuivi pour meurtre de trois personnes dans le village Kamuina Nsapu au Kasaï-Central. Dans la nuit du 30 avril au 1er mai, une attaque armée a fait trois morts dans le village Kamuina Nsapu. Dans le procès en flagrance ouvert le 3 mai devant le tribunal militaire de Kananga, le chef milicien Kaponia Muenyapale surnommé « Kapo » est le seul prévenu. Il est poursuivi pour participation à un mouvement insurrectionnel, violation de consigne, assassinat et terrorisme.

**Haut-Uele : un cas suspect d'Ebola signalé à Faradje.** Un cas suspect de la fièvre hémorragique à virus Ebola a été notifié à Esesenge, localité située à 35 km de Faradje dans la province du Haut-Uele. Les habitants de Faradje vivent dans la panique, craignant l'apparition de l'épidémie dans la région. Le médecin chef de la division provinciale de cette entité, Marcel Lola, appelle la population au calme, précisant qu'il ne s'agit que d'un cas suspect, non encore confirmé. D'après lui, vingt personnes qui étaient en contact avec le cas suspect signalé font l'objet d'une surveillance accrue de l'équipe sur terrain. Il assure qu'aucune de personnes sous surveillance ne manifeste des signes de la fièvre à virus Ebola.

**RDC : arrivée du premier lot du vaccin contre la fièvre Ebola.** Un premier lot de vaccin contre la fièvre hémorragique à virus Ebola est déjà à Kinshasa mercredi 16 mai, a annoncé le ministre de la Santé publique, Oly Ilunga. Il s'agit d'au moins 5.400 doses de vaccin destinés à freiner la propension de cette maladie qui s'est déclarée dans le territoire de Bikoro dans la province de l'Équateur, a précisé M. Ilunga. Selon lui, ce vaccin n'est pas expérimental comme certaines mauvaises langues le font penser.

**Kinshasa : la police disperse une manifestation des étudiants de l'UPN.** Les éléments de la police ont dispersé mercredi 16 mai à coup de gaz lacrymogènes une manifestation que les étudiants de l'Université pédagogique nationale (UPN) avaient organisée au sein de leur campus universitaire. Ces étudiants, la plupart des finalistes de graduat et de licence, protestaient contre le paiement de frais supplémentaires de 50USD exigés par les autorités académiques, en plus de 150 USD requis, pour le retrait de leurs diplômes. Ils manifestaient également contre l'échéance fixée par les autorités académiques pour le paiement de ces frais. D'après ces sources, des policiers alertés pour rétablir l'ordre dans le campus ont fait usage de gaz lacrymogènes, poussant les étudiants de 1er et 2e graduat, qui suivaient des cours, à fuir le site universitaire.

**Jeudi 17 mai.**

**RDC: seuls 1250 des 7000 détenus de la prison de Makala sont des condamnés.** La prison centrale de Makala à Kinshasa compte actuellement plus de 7000 détenus, dont 1250 seulement sont des condamnés, a fait savoir mercredi 16 mai la Fondation Bill Clinton pour la Paix, ajoutant que le reste des détenus sont des prévenus. Ce jeudi, cet établissement pénitencier commémore la première année de l'évasion massive des prisonniers, survenue à l'aube du 17 mai 2017. D'après l'ONG de défense des droits humains, la population carcérale de la prison centrale de Makala a doublé une année après l'évasion de mai 2017. A l'époque des faits, seuls environ 3884 détenus étaient restés dans leurs cellules, a précisé Emmanuel Cole de la Fondation Bill Clinton pour la paix. « Il y a 1250 qui sont condamnés. Et les restes sont des prévenus. Les procédures judiciaires sont très lentes, on ne sait pourquoi. Mais, nous croyons qu'avec les mesures mises en places par le ministre de la Justice de sanctionner certains magistrats nommés irrégulièrement, les autres restants doivent quand même améliorer les conditions. » Les autres problèmes relevés par la Fondation Bill Clinton sont liés à l'accès des détenus aux soins de santé et à une bonne alimentation.

**Kinshasa : Ne Muanda Nsemi est « bel et bien vivant » (avocat).** Le leader du mouvement politico-religieux Bundu dia Mayala et député Ne Muanda Nsemi est bel et bien sorti de la prison centrale de Makala lors de l'évasion spectaculaire des détenus du 17 mai 2017, a fait savoir mercredi 16 mai à Radio Okapi son avocat, Philémon Mavinga, démentant les rumeurs sur la mort de son client. « Suivant les informations que lui-même a faites à travers son bulletin d'informations appelé "Kongo dieto" depuis quelques temps après sa sortie de la prison à travers lequel il a reconnu, il a informé l'opinion qu'il était bel et bien vivant », a rapporté Me Mavinga. L'avocat dit ignorer cependant où se cache l'évadé, mais fait savoir et qu'il se trouve « dans la région de Kinshasa. » Ce jeudi, la prison centrale de Makala commémore la première année de l'évasion massive des prisonniers, survenue à l'aube du 17 mai 2017. Au moment des faits, les autorités congolaises avaient présenté le député Ne Munda Nsemi comme le commanditaire de cette évasion, attribuant l'attaque contre cet établissement aux éléments armés de Budia dia Kungu. D'après Me Philémon Mavinga, le dossier judiciaire de Ne Muanda Nsemi est vide et donc « politique »

**Des recrues de la police en désertion à Walikale.** La société civile de Walikale-Centre s'inquiète du délaissement de certains jeunes gens, recrutés pour la Police nationale congolaise (PNC), sur leur lieu de regroupement, où leur nombre serait passé de 50 à 26. Selon la même source, ces jeunes ont passé presque une année sur ce site, alors qu'ils étaient censés se rendre au centre de formation de Mugunga à Goma. Le commandant de la police à Walikale reconnaît que parmi ces recrues il y a des irréguliers au site, tout en assurant qu'ils sont toujours au nombre de 50.

**RDC : capture du général Pinho, commandant de la milice centrafricaine Antibalaka.** Le commandant en chef de la milice centrafricaine Antibalaka, le général Pinho, a été arrêté mercredi 16 mai dans la localité Kanzau, dans le territoire de Bondo (Bas-Uele). Selon le porte-parole du secteur opérationnel des Fardc, une trentaine de ses éléments se sont aussi rendus à l'armée congolaise, chacun avec son arme. Le général Pinho a été repris par les Fardc dans un cantonnement des réfugiés centrafricains mercredi a précisé le porte-parole du secteur opérationnel des Uele, le capitaine Carlos Kalombo.

**RDC : journée nationale dédiée aux Forces armées.** Un défilé militaire a été organisé à la Place du soldat congolais, situé au Rond-Point Forescom à Kinshasa/Gombe, à l'occasion de la journée du 17 mai. Cette célébration vise à honorer les efforts des Fardc et la mémoire de ceux qui sont tombés sur le champ d'honneur.

**Matadi : début du procès en appel des 15 militants de l'ex- BDK.** Le procès en appel des quinze militants de l'ex-mouvement politico-religieux Bundu dia Kongo (BDK), condamnés par la justice militaire congolaise pour participation à un mouvement insurrectionnel, s'est ouvert mercredi 16 mai à Matadi (Kongo-Central). Les quinze prévenus font parties des trente-et-un militants du BDK jugés en mars dernier par le tribunal militaire de garnison de Matadi pour participation à un mouvement insurrectionnel et meurtres. Ils avaient été interpellés à la suite des manifestations organisées par le parti Bundu Dia Mayala dans les cités de Kimpese, Songololo ainsi que dans la ville de Matadi (Kongo-Central) entre janvier et février 2017. Au cours de ces manifestations, qui avaient dégénéré en échauffourées entre militants BDK et policiers, une dizaine des personnes avaient été tuées. Au terme du procès au 1er degré organisé en mars, quinze des prévenus étaient acquittés faute des preuves. Les seize autres avaient été condamnés à des peines allant de dix ans de prison ferme et à la peine de mort. Rejetant leur condamnation, quinze des seize condamnés avaient interjeté appel contre ce jugement à la cour militaire de Matadi.

**Sud-Kivu : Itombwe, Bijombo, Kigoma et Lemera, des zones à risque sécuritaire élevé.** Le secteur d'Itombwe, le groupement de Bijombo ainsi que les groupements de Kigoma et de Lemera dans le Sud-Kivu sont des zones à risque sécuritaire élevé, selon une enquête publiée mercredi 16 mai à Uvira par des ONG locales. Ces groupements présentent en effet des caractéristiques communes, dont l'insuffisance d'effectifs de forces loyalistes et la présence de multiples groupes armés locaux et étrangers, selon une enquête réalisée durant un mois par le consortium d'ONG ADEPAE, RIO/ECC et SVH dans les territoires d'Uvira, de Fizi et de Mwenga. Pour mettre fin aux climats d'insécurité qui règnent dans ces zones, les

enquêteurs ont recommandé aux autorités locales d'améliorer leur collaboration avec leurs bases en mettant en place de comités locaux de sécurité de proximité.

**Equateur : un cas d'Ebola notifié à Mbandaka.** Deux cas suspects de la fièvre hémorragique à virus Ebola ont été notifiés dans la zone de santé de Wangata à Mbandaka le weekend dernier, a annoncé ce jeudi 17 mai le ministre de la santé Oly Ilunga. L'un des deux cas suspects a été confirmé malade de la fièvre hémorragique à virus Ebola après analyse à Kinshasa des échantillons prélevés sur les deux cas suspects. Au regard de cette nouvelle contamination à la maladie signalée à Mbandaka, l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola touche désormais trois zones de santé de la province de l'Équateur dont une zone urbaine.

**Vendredi 18 mai.**

**Ebola en Equateur : la Monusco prête à apporter un appui logistique pour soutenir la riposte.** La Monusco se dit prête à mettre ses moyens logistiques à la disposition des organisations engagées dans la riposte contre l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit depuis le 8 mai dans la province de l'Equateur. Un hélicoptère est déjà disponible à Mbandaka pour acheminer médicaments, vaccins et autres intrants dans le territoire de Bikoro, considéré comme le foyer de l'épidémie d'Ebola dans l'Equateur. M. Gressly séjourne depuis lundi à Mbandaka pour également appuyer l'équipe de la MONUSCO à faire face à l'épidémie d'Ebola qui touche déjà la ville. Le même lundi, il a discuté avec les agences de l'ONU œuvrant dans l'humanitaire et la santé telles que Ocha, Oms, Unicef, Médecins sans frontières et la Croix-Rouge internationale dans l'objectif de coordonner l'aide et l'assistance à apporter aux structures médicales locales qui prennent en charge les malades et les cas suspects dans les zones touchées. Déjà 55 cas de fièvre hémorragique à virus Ebola ont été notifiés dans l'Equateur depuis la déclaration de l'épidémie le 8 mai dernier.

**Nord-Kivu : cinq morts dans une attaque armée à Mirangi.** Au moins cinq personnes auraient été tuées et cinq autres grièvement blessées, lors d'une attaque armée perpétrée mercredi 16 mai, près de la localité de Mirangi, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Certaines sources parlent d'attaque des Maï-Maï Mazembe contre des bergers qui faisaient paître leurs vaches. Mais les sources d'un régiment Fardc, à Mirangi, parlent plutôt d'échanges de tirs entre les Mazembe et les Nyatura. Elles avancent un bilan de cinq combattants Nyatura blessés et 30 vaches emportées, sans confirmer les morts. La même source ajoute que les FARDC qui ont poursuivi les Mazembe ont pu récupérer 27 vaches qui auraient été remises aux propriétaires. Les populations de Mirangi et des villages environnants ont fui vers des agglomérations plus sécurisées, notamment à Kanyabayonga, Lusowa et Nyanzale.

**Symposium de l'Unilu : les participants appellent à décourager les investisseurs pollueurs de l'environnement.** Décourager les investisseurs pollueurs de l'environnement, même s'ils payent des taxes. C'est l'une des recommandations formulées mercredi 16 mai par les participants au symposium sur le Sol et Sous-sol de la RDC, Perspective 2030-2035. Ils ont demandé au gouvernement de prendre des mesures correctives et des mécanismes de contrôle dans le secteur de l'environnement. S'agissant de l'agriculture, les participants à ce symposium invitent l'Etat à favoriser la mise en place des banques de crédit agricole, protéger les meilleurs sols arables contre le pouvoir du code minier. Ils ont aussi plaidé pour la vulgarisation auprès de la population l'importance socioéconomique des termitières. Au plan minier, le symposium recommande à l'Etat de planifier le développement de l'industrie nationale sur base de l'inventaire des ressources tout en pensant à l'industrie de transformation. Dans le secteur de paysannat, il faudrait une nouvelle forme de paysannat qui passerait par l'exploitation rationnelle du sol, l'entretien des routes de dessertes agricoles, ont suggéré les participants. Pour eux, il faudrait investir dans le capital humain si l'on veut atteindre le développement.

**Lambert Kaboyi plaide pour la préservation des acquis du 17 mai.** Le Directeur général de l'Agence congolaise de presse (ACP), Lambert Kaboyi, a plaidé, jeudi 17 mai, pour la préservation des acquis de la révolution du 17 mai 1997. Lors d'un point de presse organisé à Kinshasa, il a notamment indiqué que cette date est historique pour le pays, étant donné qu'elle a révolutionné la mentalité, le comportement et l'homme congolais lui-même. Il a parlé de plusieurs autres acquis avec Laurent Désiré Kabila, notamment dans les secteurs des télécommunications, des banques, de l'agriculture et des infrastructures, et l'apport « considérable et constructif » des médias pendant la guerre de libération. Cela fait 21 ans que les troupes d'AFDL conduisaient par le feu président Mzee Laurent Désiré Kabila mettait fin à plus de 30 ans de règne du feu Marshal Mobutu. Mzé Laurent Désiré invitait régulièrement la population à se prendre en charge pour assurer son développement.

**Corneille Naanga invite les candidats aux futures élections à se préparer.** Il est temps que les candidats qui désirent postuler pour les élections futures se préparent et prennent des dispositions nécessaires, a affirmé jeudi 17 mai, le président de la Commission électorale nationale indépendante, Corneille Nangaa. Lors de sa visite à Bunia en Ituri, il a promis de rencontrer toutes les couches sociales pour échanger sur le processus électoral en cours. Selon lui, toutes les questions liées aux élections du 23 décembre prochain seront discutées au cours d'une table ronde qui se tient ce vendredi à Bunia.

**Elections en RDC : les malvoyants demandent l'introduction de la méthode braille dans le système de vote.** Les malvoyants plaident pour l'introduction de la méthode braille dans le système de vote lors des prochaines élections. Le président de l'Association des malvoyants du Kasai-Central, Grégoire Kazadi, indique que cette possibilité leur permettra de faire le choix de leurs candidats aux scrutins sans être assistés comme cela a toujours été le cas.

**Maniema : le gouverneur intérimaire limoge huit ministres provinciaux.** Le gouverneur intérimaire du Maniema, Jérôme Bikenge Musimbe [vice-gouverneur du gouverneur déchu Tutu Salumu], a limogé mercredi 16 mai, huit ministres provinciaux du gouvernement. Pour Jérôme Bikenge, c'est un gouvernement « fatigué » et qu'il ne peut pas composer son exécutif avec « ceux qui le rongent de l'intérieur. » Cette décision est rejetée par les huit ministres provinciaux limogés. Pour eux, le vice-gouverneur n'a pas qualité de procéder à un remaniement puisqu'aucun texte ne lui reconnaît ces prérogatives. Les ministres provinciaux limogés promettent de saisir la cour d'appel de Kindu.

**Ebola en RDC : l'UNICEF déploie des sensibilisateurs à l'Equateur.** Des centaines de travailleurs communautaires sont déployés par le Fonds des Nations unies pour la protection de l'enfance (Unicef) à Bikoro et à Mbandaka (Equateur) pour sensibiliser les enfants et les familles à se protéger contre l'épidémie d'Ebola. Leur mission consiste à fournir à la population des informations sur la vaccination dont la campagne va débiter la semaine prochaine. En dehors de cette campagne, l'Unicef a offert des comprimés de purification d'eau aux centres de traitement d'Ebola et aux habitants de ces deux agglomérations de l'Equateur. Des points de lavage des mains sont installés dans cinquante écoles ciblées dans les zones touchées à Mbandaka et soixante-douze écoles de Bikoro recevront du matériel de lavage des mains. Ces écoles recevront des thermomètres pour surveiller l'état de santé des enfants.

**Matadi: le marché de Mvuzi attaqué par des Kulunas.** Plus de vingt bandits, appelés « Kulunas », ont attaqué jeudi 17 mai soir le quartier Mikondo dans la commune de Mvuzi à Matadi. Boutiques, cabines téléphoniques et des biens de valeurs appartenant aux passants ont été pillés. Plusieurs personnes ont été blessées grièvement à la machette. Les habitants de Mikondo demandent une opération spéciale pour traquer ces bandits.

**Kolwezi : la plate-forme « Ensemble » dénonce l'interdiction de ses manifestations.** Le secrétaire exécutif de la plate-forme « Ensemble pour le changement » et coordonnateur du G7, René Lumuna, a accusé vendredi 18 mai le maire de Kolwezi (Lualaba) qui refuse d'accorder un espace à l'opposition et sa plate-forme pour une quelconque rencontre avec sa base. Pendant ce temps la Majorité présidentielle (MP), à travers un député du PPRD, fait des meetings dans la ville. Interrogé par Radio Okapi le gouverneur du Lualaba, Richard Muyej, a reconnu que l'opposition lui avait soumis une plainte contre le maire dans ce sens et qu'il attendait des précisions.

**Kinshasa : sortie du corps de Rossy Mukendi.** La dépouille de Rossy Mukendi Tshimanga, le jeune activiste tué lors de la répression de la manifestation du 25 février dernier, est sortie de la morgue de l'hôpital général de référence de Kinshasa ex-Mama Yemo vendredi 18 mai. Le corps est exposé à la place Assanef dans la commune de Lingwala, avant son inhumation samedi à la Nécropole Entre Ciel et Terre. Plusieurs jeunes des mouvements citoyens Collectif 2016, Cocorico-RDC et Etsha avaient déposé lundi 30 avril un mémorandum au quartier général de la Monusco à Kinshasa pour réclamer l'implication du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme dans le choix du lieu des funérailles de Rossy Mukendi.

**RDC : le liste de partis politiques « sera rectifiée », annonce le CNSA.** La liste de partis politiques autorisés à fonctionner en RDC, publiée par le ministère de l'Intérieur, sera rectifiée, a annoncé vendredi 18 mai par le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA), à l'issue d'une réunion extraordinaire. « Il résulte après ces échanges que pour l'intérêt de la République, cette liste sera rectifiée sur la base des recommandations du CNSA à transmettre demain le 19 mai 2018, ainsi que les éléments complémentaires ou rectificatifs des partis politiques concernés par des omissions ou des données dépassées », indiqué le communiqué du CNSA.

**Samedi 19 mai.**

**Ebola en RDC « pas actuellement une urgence de santé publique de portée internationale », selon l'OMS.** Lors d'une conférence tenue vendredi 18 mai à Genève en Suisse, l'Organisation mondiale de la Santé a indiqué que l'épidémie de la fièvre à virus Ebola ne constitue pas « actuellement une urgence de santé publique de portée internationale » mais le risque de propagation demeure « très élevé » au niveau national. Mais, cela représente un grand défi logistique, dans la mesure où le vaccin doit être gardé à -51 degrés Celsius et que la RDC est un pays tropical où l'alimentation en électricité est aléatoire. Toutefois, l'OMS alerte sur le risque de propagation de l'épidémie de la fièvre à virus Ebola qui est désormais considéré « très élevé » au niveau national et « élevé » pour les pays voisins. Une alerte faite, après avoir révisé son évaluation sur cette épidémie qui sévit dans la province de l'Equateur. Neuf pays voisins de la RDC, dont le Congo-Brazzaville et la République centrafricaine, ont été informés qu'ils courent un risque élevé de propagation, a précisé l'OMS. De son côté, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé le déploiement d'épidémiologistes et de personnel médical à Kinshasa et à 16 points d'entrée aux frontières de la RDC pour tenter d'empêcher la propagation de l'Ebola.

**Ebola en Equateur : l'association « Bikoro telema » appelle au respect des mesures d'hygiène.** L'association des ressortissants du territoire de Bikoro [Equateur] dénommée « Bikoro Telema » invite la population à se soumettre aux mesures d'hygiène et de sensibilisation, afin de lutter contre la propagation de la fièvre hémorragique à virus Ebola. Les membres de l'association « Bikoro Telema », regroupant trois secteurs : des Elanga, des Ekonda et du Lac, demandant aux gouvernements tant central que provincial, de mobiliser de grands moyens pour lutter efficacement contre cette épidémie.

**Uvira : des jeunes barricadent la route Kavimvira après l'assassinat d'un chef de quartier.** M. Mandra Mazibo, chef du quartier Kavimvira dans le territoire d'Uvira au Sud-Kivu a été abattu dans la nuit de vendredi à samedi 19 mai, par des hommes armés non identifiés. Pour manifester leur protestation face à l'insécurité, des jeunes ont placé barricadé, tôt le matin de samedi, la route de Kamivira, vers la frontière entre la RDC et le Burundi. Ils y ont placé de grosses pierres et ont brûlé des pneus à plusieurs endroits, entre le rond-point et la frontière de Kavimvira.

**Beni : La Monusco remet un projet d'éclairage solaire pour des quartiers criminogènes à Oicha.** La Mission de l'ONU en RDC a officiellement remis vendredi 18 mai aux autorités locales un projet concernant l'éclairage solaire dans des quartiers considérés criminogènes de la commune rurale d'Oicha dans le territoire de Beni. Selon le fonctionnaire délégué du gouverneur à Oicha, Kambale Kikuku, ce projet initié par la Brigade d'Intervention de la Monusco est financé à hauteur de 49 000 USD permettra de lutter contre l'insécurité dans tous les quartiers les plus criminogènes de cette commune rurale.

**Equateur : une association locale remet une moto et des kits de protections pour lutter contre Ebola.** Une association locale basée à Mbandaka, les Amis de Mputu Bokenga, a remis vendredi 18 mai dans le chef-lieu de l'Equateur, aux mobilisateurs communautaires une moto, des mégaphones, des kits de protection et des thermomètres laser. Selon son président Mputu Bokenga, l'appui de sa structure est une contribution dans la lutte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit en Equateur. Son aide, a-t-il indiqué, est aussi une réponse aux inquiétudes soulevées par le cadre de concertation provinciale de la société civile, qui déplorait le manque d'implication du gouvernement provincial et des dignitaires locaux à la lutte contre l'épidémie d'Ebola, qui touche la zone de sante de Bikoro et à Mbandaka.

**Le HCR remet 7,5 tonnes de médicaments aux hôpitaux du Grand Kasai.** Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés a remis vendredi 18 mai un lot de médicaments à la Caritas à Kananga. Ce don destiné aux hôpitaux de la région du Kasai est évalué à 100 000 USD. Ce sont au total 7,5 tonnes de médicaments de première nécessité qui sont remis aux hôpitaux notamment ceux de Kananga, de Mbuji-Mayi, de Luiza et de Mweka. Le don a été obtenu après un plaidoyer des évêques du Kasai à la suite des violences que la région a connues. C'est la Caritas qui est chargée de sa distribution.

**Uvira : reprise du trafic sur la route Kavimvira, après des manifestations des jeunes contre l'insécurité.** Le trafic a repris samedi 19 mai dans l'après-midi, sur la route Kavimvira, vers la frontière entre la RDC et le Burundi. Ce tronçon a été bloqué dans la matinée lors des manifestations des jeunes qui avaient barricadé la voie. Ils protestaient contre l'assassinat du chef de quartier, Mandra Mazibo, dans la nuit de vendredi à samedi. Après un moment d'échanges, les membres du conseil territorial de sécurité et la Monusco ont trouvé un compromis avec les manifestants.

**Ituri : la police empêche le déroulement d'une activité d'Ensemble pour le changement à Bunia.** La Police nationale congolaise a empêché samedi 19 mai, le déroulement de l'activité de la plateforme « Ensemble pour le changement » qui soutient Moïse Katumbi. Selon le commandant de la ville de la Police, sa hiérarchie lui avait demandé d'empêcher la tenue de cette manifestation non autorisée par les autorités de la ville. Ce que conteste le coordonnateur de « Ensemble » dans l'Ituri et Haut-Uélé, Norbert Ezadri Eguma. Il indique que le maire avait bel et bien été informé.

**Rossy Mukendi inhumé à Kinshasa.** L'activiste des droits de l'homme, Rossy Mukendi, a été inhumé samedi 19 mai à Kinshasa. Il a été tué le 25 février dernier, lors de l'organisation de la marche pacifique du Comité laïc de coordination (CLC). Lors de la cérémonie des obsèques de Rossy Mukendi, ses camarades des mouvements citoyens l'ont élevé au rang de Héros national. Cet activiste de droit de l'homme a été tué le dimanche 25 février 2018 dans l'enceinte de la paroisse catholique Saint Benoit de Lemba, lors de la marche de fidèles catholiques organisée par le Comité laïc de coordination (CLC), pour réclamer l'application intégrale de l'accord de saint sylvestre.

**Dimanche 20 mai.**

**Kinshasa : la police dément « avoir ravi » la dépouille de Rossy lors de l'enterrement.** « On était bien parti de la cathédrale. Lorsque nous sommes arrivés au niveau du Triomphale, on nous a interdit l'accès au Palais du peuple. C'est là qu'on nous a lancé des gaz lacrymogènes. Ils nous ont obligés de déposer le corps par terre, et le corps de Rossy est resté dans son cercueil pendant 30 min sur le sol. La police est venue après avec plusieurs jeeps, ils ont mis le corps dans le corbillard » relate Gloria Zoe, une jeune activiste du Mouvement Engagement citoyen pour le Changement (ECCHA). Pour

sa part, la police de Kinshasa dément avoir ravi le corps de Rossy Mukendi à ses proches pour l'enterrer. A en croire le General Sylvano Kasongo, les forces de l'ordre ont plutôt sécurisé la dépouille de l'activiste à la suite des troubles que voulaient provoquer ses proches en cherchant à faire entrer de force le corps du disparu au palais du peuple.

**Equateur : la vaccination contre la fièvre hémorragique à virus Ebola débute ce lundi.** Le Programme élargi de vaccination (PEV) a annoncé samedi le démarrage le lundi 21 mai dans la ville de Mbandaka et dans le territoire de Bikoro (Equateur) de la vaccination contre la fièvre hémorragique à virus Ebola. Le docteur Guillaume Ngoie, précise que seuls les prestataires et les personnes qui ont eu des contacts avec les malades sont ciblés par cette opération. Il assure que ce vaccin a déjà montré son efficacité et que son emploi va aider à arrêter rapidement la propagation de la maladie.

**Lubero : la société civile appelle à des opérations militaires contre des miliciens.** La société civile du territoire de Lubero demande à l'armée de mener des opérations militaires contre les milices qui sévissent et créent l'insécurité dans la partie Ouest de ce territoire de la province du Nord-Kivu, notamment dans les groupements des Kasugho, Kaheri, Mbwavinywa, la plupart situés à environ 45 km à l'Ouest de Lubero-centre. Dans ces groupements, les Mai-Mai NDC/Rénové de Guidon font vivre à la population un calvaire en leur imposant des taxes illégales. Des cas d'arrestations arbitraire, travaux forcés, passage à tabac, viols et pillages des récoltes des paysans sont signalés dans ces contrées depuis environ un an, relève Georges Katsongo, le président de la société civile de Lubero.

**Modeste Bahati : « Rien ne peut nous empêcher d'être les premiers aux élections prochaines ».** A quelques mois de la tenue des élections en RDC, Modeste Bahati Lukwebo, souhaite que sa plateforme politique AFDC et Alliés soit placée en première position aux élections prochaines. Il dit compter notamment sur la qualité, l'implantation et le dynamisme des membres qui composent sa plateforme politique pour atteindre l'objectif de se placer en première position aux futures échéances électorales, à tous les niveaux. A l'issue de la matinée politique de l'AFDC et Alliés, tous les 23 partis politiques et les mouvements de la société civile ont signé le règlement d'ordre intérieur de ce rassemblement. Modeste Bahati se dit fier que son regroupement ait été choisi, par le chef de l'Etat, comme le regroupement phare de la MP.

**Maniema : la société civile invite la Ceni à organiser une nouvelle élection du gouverneur.** La société civile de Maniema demande à la Commission électorale nationale indépendante à organiser « très rapidement » l'élection partielle pour que les députés provinciaux se choisissent les nouveaux gouverneur et vice-gouverneur de la province. Le président de cette structure, Stéphane Kamundala, accuse le gouverneur intérimaire du Maniema d'avoir profité de cette crise institutionnelle pour procéder au remaniement du gouvernement provincial alors qu'il n'en a pas la compétence. Huit ministres provinciaux ont en effet été limogés et remplacés par d'autres, déplore le président de la Société civile Forces Vives du Maniema qui dénonce « des décisions politiques prises au détriment de la population ».

**Processus électoral en RDC : l'Unadef appelle la MP « à jouer franc jeu ».** L'Union nationale des démocrates fédéralistes a appelé, samedi 19 mai, la majorité présidentielle (MP) à jouer un franc jeu tout au long du processus électoral en RDC. Son président, Christian Mwando Simba, reste dubitatif sur une éventuelle victoire de la MP, mais prévient que son parti est prêt à reconnaître la victoire de ses adversaires politiques si le combat est loyal. Pour Christian Mwando, ses troupes sont déjà « galvanisées » pour les élections prévues le 23 décembre prochain en RDC.

**ESU : le collectif des syndicats et associations appelle à la reprise des activités.** La grève du personnel de l'Enseignement supérieur et universitaire est suspendue, a annoncé dimanche 20 mai le président du collectif des associations et syndicats de l'ESU, David Lubo. Selon lui, le gouvernement confirme que le salaire complémentaire du mois d'avril sera payé la semaine du 21 mai. Il a aussi informé que les « états liquidatifs du deuxième trimestre seront incorporés dans les salaires des professeurs à partir du mois de juillet. » David Lubo a ainsi demandé à tout le personnel de reprendre les activités dans leurs universités respectives. Il a par ailleurs annoncé le contrôle physique du personnel de ce secteur qui devra être entamé incessamment.

**Lundi 21 mai.**

**Kinshasa : des calicots annonçant la candidature de Joseph Kabila.** Les drapeaux du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) et certains écrits portant sur la candidature de Joseph Kabila à la prochaine présidentielle sont affichés sur certaines artères principales de Kinshasa, suscitant une polémique dans les milieux politiques. Ces drapeaux continuent à flotter, en dépit de l'ultimatum du ministre de l'Urbanisme et Habitat, demandant leur retrait de la place publique. Le délai accordé aux partis politiques a expiré depuis le 4 mai dernier. Mais sur le terrain, la situation n'a pas changé. Les partis politiques ne se sont pas exécutés. Des banderoles et autres calicots continuent à décorer les artères publiques, donnant lieu à une précampagne qui ne dit pas son nom. C'est le cas des calicots qui parlent du président Joseph Kabila comme candidat du PPRD aux prochaines élections. Tunda ya Kasende, cadre du PPRD : « Il ne faut pas faire des supputations sur base des écrits divers ou des déclarations diverses ou encore sur des prises de position ferme pour que le président Kabila se présente. » Toutefois, il précise que le peuple reste souverain face à cette question et qu'il a le dernier mot.

**Cyrus Mirindi : « Il reste un mandat à Joseph Kabila pour atteindre le plafond constitutionnel ».** Le chercheur congolais en Droit, Cyrus Mirindi, affirme qu'il reste un mandat constitutionnel au président Joseph Kabila pour atteindre son deuxième mandat constitutionnel. Dans une déclaration faite dimanche 20 mai à Radio Okapi, il soutient que la révision partielle de la constitution en 2011 « était fatale » et que la Cour constitutionnelle devrait annuler l'article 71 révisé. Ce texte prévoyait une élection présidentielle à deux tours, avant qu'il ne soit modifié pour ramener le scrutin à seul tour. « Puisqu'ils ont touché l'article 71, ils ont touché effectivement au régime de droit de nombre et de la durée du mandat. Il fallait qu'en 2011, lorsque le Parlement avait touché cet article qu'on puisse aller bloquer et annuler cet article au niveau de la cour constitutionnelle », a indiqué Cyrus Mirindi. « Le comptage qu'on doit prendre constitutionnellement, c'est le comptage qui débute à partir de l'élection de 2011. A partir de ce moment-là, le président de la République a fait un mandat et il lui reste un deuxième mandat pour atteindre le plafond constitutionnel. Ça fait mal mais c'est une réalité », décortique Cyrus Mirindi. Une réalité juridique mais qui doit faire face à la réalité politique, comme le soutiennent certains acteurs politiques et de la société civile. Ce message qui justifie une possible candidature de Joseph Kabila à la prochaine présidentielle ne passe pas pour la société civile. Elle demande à la majorité au pouvoir de revenir à la raison et de ne pas embrouiller le peuple congolais.

**RDC : deux malades d'Ebola guéris et sortis de l'hôpital.** Deux personnes qui souffraient de la fièvre à virus Ebola dans la zone de Santé de Bikoro (Equateur) ont été guéris et ont pu sortir de l'hôpital après un traitement curatif, a annoncé dimanche 20 mai le ministre de la Santé, Oly Ilunga. Le ministre Ilunga a également révélé qu'un nouveau cas de décès à la suite d'Ebola a été enregistré à Bikoro. Et à ce jour, 49 cas d'Ebola sont surveillés dont 22 confirmés, 21 probables et 6 cas suspects, a-t-il détaillé.

**Reprise des cours à l'ISP de Mbandaka.** Les cours ont repris lundi 21 mai à l'Institut supérieur pédagogique de Mbandaka (Equateur). Ils avaient été suspendus durant une semaine « pour des raisons sécuritaires », à la suite d'un mouvement de colère des étudiants de licence qui réclamaient d'être enseignés par des professeurs visiteurs. Selon le directeur général de l'établissement universitaire, Patrick Mbawa, un compromis a été trouvé vendredi dernier avec les étudiants. L'institution a payé les billets d'avion des dix professeurs visiteurs de Kinshasa pour qu'ils donnent des cours à l'ISP Mbandaka.

**Kinshasa : le transport en commun paralysé par la grève des taximen.** Les chauffeurs des taxis et taxi bus observent depuis lundi 21 mai dans la matinée un mouvement de grève à Kinshasa, à la grande surprise de la population. Depuis la semaine dernière, plusieurs chauffeurs des taxis et minibus annonçaient aux usagers de transport en commun qu'ils allaient observer un mouvement de grève de deux jours à partir de ce lundi pour protester notamment contre la révision à la baisse par la ville de Kinshasa des prix du transport en commun alors que le prix du carburant reste en hausse à la pompe. Ce lundi, ils sont passés à l'acte. La plupart des taxis et minibus de Kinshasa ont été absents sur les grandes artères de la ville.

**RDC : 10 civils tués dans une attaque des présumés ADF à Beni.** Dix personnes ont trouvé la mort dans une attaque des présumés ADF dimanche 20 mai à Mangboko, une localité du secteur de Beni-Mbau située à environ 22 km au nord-est de la ville de Beni. Les assaillants ont également pillé plusieurs commerces durant l'attaque. Les militaires qui sont intervenus se sont affrontés durant trois heures avec les assaillants ; avant de les repousser et les empêcher de poursuivre leur attaque.

**Bunia : diminution de l'aide destinée aux déplacés de Djugu.** L'assistance humanitaire aux déplacés venus du territoire de Djugu et hébergés à Bunia (Ituri) diminue sensiblement, ont indiqué des témoins dimanche 20 mai. Dans l'entretemps, des nouveaux venus sont enregistrés. Plus de trois mille cinq cent trente familles des déplacés sont regroupés dans les deux sites d'accueil à Bunia. A part ceux-là, il y a d'autres nouveaux venus de part et d'autre. Sur le site de l'hôpital général, les gestionnaires indiquent que la dernière vague, composée de treize familles, est arrivée jeudi. A l'ISP, les gestionnaires parlent d'une quarantaine des ménages, arrivés depuis plus d'une semaine. Ils viennent de villages comme Rule, Tsé et autres. Cependant, dans les deux sites, les gestionnaires affirment avoir constaté le désintéressement des particuliers qui, au début, étaient plus motivés et apportaient de l'aide aux déplacés. Comme conséquence, il n'y a plus de repas d'ensemble.

**Sud-Kivu : le député national Jean Claude Kibala dit avoir échappé à un enlèvement par des hommes armés.** Le coordonnateur national, Jean Claude Kibala, affirme avoir été agressé dimanche 20 mai, par des hommes en uniformes non identifiés. Le coordonnateur provincial de la plateforme « Ensemble » fait savoir qu'il a évité un enlèvement, à l'issue d'intenses activités politiques de sensibilisation sur le processus électoral qu'il a menées la veille. Le commissaire provincial de la police au Sud-Kivu dit n'être pas informé de cette situation, alors que Jean Claude Kibala affirme avoir déposé plainte le même dimanche soir à la police.

**RDC : le ministre de l'Economie appelle les conducteurs du transport en commun à reprendre le service.** Le ministre de l'Economie nationale, Joseph Kapika, demande aux conducteurs de reprendre le service dès mardi 22 mai. Lors d'un point de presse qu'il a organisé à Kinshasa, il a indiqué que les revendications des chauffeurs seront étudiées. Tôt le matin, les Kinois ont été surpris par la grève des chauffeurs des taxis et taxi bus. Selon l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO), ils protestent contre les tracasseries dont ils sont victimes de la part des hommes en uniforme et des agents des



différents services urbains commis au transport. Ils dénoncent également la nouvelle tarification du transport par l'hôtel de ville, estimant être lésés. Le prix du transport est passé de 500 (0,31 USD) à 700 Francs congolais (0,43 USD). Et ils demandent aussi la baisse du prix du carburant.

**Ebola en Equateur : la vaccination a débuté.** M. Guillaume Ngoie Muamba, est le premier congolais à avoir reçu le vaccin contre la fièvre hémorragique à virus Ebola. Guillaume Ngoie, directeur du Programme élargi de vaccination (PEV) figure parmi les 73 prestataires que cible cette vaccination. Pour le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Allarangar Yokoude, en ce début de l'épidémie, la vaccination reste efficace pour vite couper la chaîne de contamination : « Si on arrive à vacciner ces cibles déterminées, à savoir le personnel de santé, les contacts des cas confirmés, et les contacts de ces contacts, on a plus de chance de vaincre cette maladie. »

**Ituri : quatre personnes condamnées, dont deux gardes de parc de la RFO jusqu'à cinq ans de prison.** Siégeant en chambre foraine à Mambasa, le tribunal militaire de garnison de l'Ituri a condamné, samedi 19 mai quatre personnes, dont deux gardes du parc de la Réserve de faune à Okapi (RFO) à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison ferme. M. Paul Talama est condamné à cinq ans de prison ferme, avec circonstance atténuante. Il était poursuivi pour braconnage et détention illégale d'armes et munitions. Mme Ndovia Masatayabo, accusée de détention illégale d'armes et munitions et participation à un mouvement insurrectionnel est condamné à treize mois de prison. Issa Agbaka et Alimengo alias Rambo, tous deux garde du parc étaient poursuivis pour coups et blessures aggravés sur Madame Somi Rebecca en juillet 2017.

**Mardi 22 mai.**

**Kinshasa : le gouverneur André Kimbuta insiste sur le respect des prix du transport en commun.** Le gouvernement de Kinshasa, André Kimbuta invite les conducteurs des véhicules de transport en commun au respect strict de la nouvelle tarification en vigueur. Les prix des courses ont été réajustés il y a environ trois semaines, à la suite de la hausse du prix du carburant, selon les autorités congolaises. La course de Kintambo-Bandalungwa par exemple en taxi et autobus est passée de 500 à 700 FC. M. Kimbuta a fait savoir qu'il n'a jamais réajusté le prix du transport depuis 2011 « compte tenu du faible pouvoir d'achat des Kinois », malgré les augmentations observées des prix du carburant depuis cette année. La nouvelle révision est une conséquence logique de l'augmentation au-delà de 50% du prix du carburant depuis 2011 et de celui du baril de pétrole sur le marché international, a expliqué le gouverneur. Mais les conducteurs des taxis ont observé une grève lundi pour dénoncer la nouvelle tarification, qui selon eux, ne leur convient pas. Ils estiment que le prix du carburant est très élevé et qu'ils ne parviennent pas à atteindre leurs recettes quotidiennes. Par ailleurs, André Kimbuta affirme qu'il accorde aux transporteurs jusque fin mai pour obtenir chacun un numéro d'identification et peindre en jaune toute voiture taxi. Il dit avoir réduit les prix d'identification. Les taxis sont passés de 20 USD à 5 USD., les taxi-bus de 25 à 10 USD. Les propriétaires des bus paieront 15 USD au lieu de 30.

**Le nouveau commandant de la Force de la Monusco en déplacement à Goma.** Le général Elias Rodrigues Martins Filho, nouveau commandant de la Force de la Monusco, est arrivé ce lundi 21 mai 2018 à Goma dans la province du Nord-Kivu. Il s'agit là de sa première visite de terrain depuis son arrivée en RDC le 14 mai dernier. Jusqu'à sa nomination en tant que commandant de la force de la Monusco, le général Martins Filho était chef du bureau des organisations internationales au ministère brésilien de la Défense depuis 2017. Il possède également de l'expérience avec les Nations Unies ayant servi comme officier de planification au sein du service de la constitution de la force (FGS) au Département des opérations de maintien de la paix entre 2005 et 2008 à New York. Il fut aussi conseiller militaire adjoint auprès de la mission permanente du Brésil des Nations Unies entre 2001 et 2003.

**Maison Schengen : She Okitundu appelé à proposer des mesures alternatives.** Le député Henry Thomas Lokondo demande au ministre des affaires étrangères She Okitundu de présenter à l'assemblée nationale des mesures alternatives face au refus des pays européens d'octroyer aux congolais des visas après la décision du gouvernement congolais de fermer la maison Schengen. D'après l'élue, la décision du gouvernement congolais de fermer la maison Schengen demeure « inappropriée » dans la mesure où elle pénalise beaucoup plus la population congolaise que la Belgique. Le gouvernement congolais avait ordonné en janvier dernier la cessation immédiate des activités de la nouvelle agence belge de développement (Enabel) et le démantèlement du dispositif consulaire dénommé Maison Schengen, en réponse à la décision de la Belgique de mettre fin à une série d'interventions qui devaient être mises en œuvre directement par les autorités congolaises.

**Ituri : le député provincial Jeanine Ditsove craint pour sa vie.** Le député provincial Jeanine Ditsove craint pour sa vie. Au micro de Radio Okapi lundi, celle qui est également rapporteuse adjointe du bureau de l'assemblée provinciale affirme que sa vie est en danger depuis le weekend, après qu'un officier de la Police est passé à sa résidence dimanche pour retirer à son garde du corps l'unique fusil dont elle disposait. Mme Ditsove trouve suspect le fait que les autorités de la police locale ont décidé de priver son garde du corps de l'unique fusil dont il dispose. Elle croit savoir que « cet acte d'intimidations » provient du pouvoir en place qui, selon elle, lui reproche d'avoir pris part à une réunion de soutien au candidat Moïse Katumbi organisée samedi dernier à Bunia. Jeanine Ditsove fait savoir qu'elle est membre du parti de l'opposition « Union

des patriotes congolais » (UPC) qui fait partie de la plateforme électorale de Moïse Katumbi, « Ensemble pour le changement ».

**Ebola en Equateur: déjà 51 cas recensés.** Cinquante et un cas de fièvre hémorragique à virus Ebola sont recensés dans l'Equateur depuis la déclaration de l'épidémie le 8 mai dernier, a fait savoir à la presse lundi le ministre de la santé Oly Ilunga. Sur les 51 cas recensés, 28 sont confirmés, 21 cas sont probables et 2 suspects. Sur les 28 cas confirmés, sept ont été enregistrés récemment à Iboko et les deux cas suspects ont été signalés à Wangata, a précisé le ministre de la Santé.

**RDC : présentation du projet des lois créant l'ordre national des médecins vétérinaire.** Le ministre de l'Agriculture Georges Kazadi Kabongo a présenté lundi à l'Assemblée nationale le projet de loi portant création, organisation et fonctionnement de l'ordre national des médecins vétérinaires de la RDC.

**Des heurts signalés entre conducteurs des motos et policiers à Kisangani.** Des accrochages ont opposé mardi 22 mai à Kisangani les éléments de la police aux conducteurs de taxis motos. Ces derniers manifestaient contre ce qu'ils qualifient «des tracasseries policières ». Alertés, la police a lancé des gaz lacrymogènes pour stopper la manifestation. Les conducteurs des motos ont alors répliqué avec des jets de pierre. D'après des témoins, la police débordée a reçu l'appui de l'armée qui a tiré des coups de feu pour disperser les manifestants.

**Ebola en Equateur : des partenaires locaux et internationaux se mobilisent pour appuyer la sensibilisation à la riposte.** Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et des partenaires locaux appuient la sensibilisation à la campagne de riposte contre la fièvre hémorragique à Ebola en Equateur. Lundi 21 mai, l'agence de l'ONU a remis un lot de cinquante motos qui devront servir à Mbandaka, Bikoro et Iboko. Les membres et agents de sensibilisation sont les bénéficiaires de ce don. En dehors de cet appui logistique, certains partenaires locaux apportent leurs aides dans le domaine des médias de masse, notamment les chaînes de radio comme la radio Mwana et radio Telema. A travers elles, des émissions et messages de prévention seront gratuitement diffusés pour éviter la propagation de la rumeur et de l'intox.

**Nord-Kivu : boutons et démangeaisons affectant tout le corps, symptômes d'une maladie qui sévit à Butembo.** Une maladie non encore élucidée sévit dans la ville de Butembo au Nord-Kivu, depuis plusieurs semaines. Selon plusieurs sources sanitaires, elle se manifeste par de petits boutons occasionnant des démangeaisons et qui affectent le corps entier, le visage, pour certains malades, et même la bouche pour d'autres, a indiqué mardi 22 mai, le chef de la zone de santé de la ville, Dr Paluku Lwanzo. Il dit soupçonner la rougeole. Des échantillons ont été prélevés sur une dizaine de malades enregistrés depuis janvier et envoyés au laboratoire national à Kinshasa pour analyse. D'après le Docteur Paluku Lwanzo, les résultats sont encore attendus.

**Grève des transporteurs : la BCC promet d'éjecter les petites coupures de Franc congolais.** La Banque centrale du Congo (BCC) promet de mettre à la disposition des transporteurs les petites coupures de deux cents (0, 12 USD), cent (0, 06 USD) et cinquante francs congolais (0, 03 USD), a affirmé mardi 22 mai, le président de l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO), Jean Mutombo. « Ce qui nous a plu est que la Banque centrale nous a annoncé qu'elle a déjà émis de petites coupures. Vous savez que ces petites coupures étaient aussi à la base des malentendus entre les conducteurs et les passagers, après la nouvelle tarification », a indiqué Jean Mutombo. Par ailleurs, le gouverneur André Kimbuta, a insisté sur le respect de la tarification fixée par l'hôtel de ville, a ajouté Jean Mutombo, à l'issue de la réunion avec le ministre d'Etat et ministre de l'Economie nationale Paul Kapika. Cette réunion fait suite à la grève des transporteurs qui a paralysé la ville de Kinshasa, lundi 21 mai. Au matin de mardi, la situation est redevenue normale.

**Mercredi 23 mai.**

**Insécurité à Beni : l'armée appelle à la mise en place d'un système d'alerte.** Le commandement du secteur opérationnel Grand Nord des forces armées de la RDC appelle la Société civile et toutes les organisations œuvrant dans la protection des civils à Beni à mettre en place un système d'alerte dans les agglomérations et localités de Beni où des civils résident. « Ce système nous permettra d'agir efficacement et d'intervenir promptement ». Dix personnes ont trouvé la mort dans une attaque des présumés ADF survenue le week-end dernier à Mangboko, une localité du secteur de Beni-Mbau située à environ 22 km au nord-est de la ville de Beni. Des sources locales rapportent que l'armée est intervenue en retard.

**Nord-Kivu : six pêcheurs ougandais otages des miliciens à Kagezi.** Six pêcheurs ougandais sont retenus en otages depuis dimanche par des miliciens Maï-Maï dans la région de Kagezi, située à la frontière entre la RDC et l'Ouganda, sur le Lac-Edouard. Ces miliciens exigent du gouvernement ougandais des munitions pour libérer les six otages. Ces derniers avaient été capturés par des miliciens alors qu'ils pratiquaient leurs activités de pêche sur le Lac Edouard, non loin de la frontière congolaise. Ils seraient retenus en otage dans la localité de Kyondo, présentée par les responsables des comités des pêcheurs du lac-Edouard comme l'état-major des miliciens. Une délégation du gouvernement provincial du Nord-Kivu conduit par le ministre provincial de la pêche et élevage séjourne à Rwisama en Ouganda. Dans cette délégation, les comités des pêcheurs

congolais sont partis négocier la libération de 43 pêcheurs congolais arrêtés depuis le 15 mai par la marine ougandaise. Les détenus sont accusés d'avoir violé les frontières lacustres qui séparent les deux pays.

**RDC : une aide additionnelle de plus de 6 millions USD de la Grande Bretagne pour contrer Ebola.** Le Royaume-Uni vient de débloquer 5 millions des livres sterling (6 665 000 USD) pour appuyer la riposte contre l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola en cours en RDC, a annoncé mercredi le ministre britannique de la Coopération internationale, Penny Mordaunt. Il s'agit d'une nouvelle aide que le Royaume-Uni apporte à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour surveiller la propagation de la maladie, identifier et diagnostiquer les cas, assurer le suivi des personnes à risque d'infection, soutenir la campagne de vaccination et soigner les malades, précise un communiqué du département britannique de la Coopération internationale.

**Bandundu : un officier de la police retrouvé pendu dans sa chambre.** Le commandant second du Groupe Mobile d'Intervention Nord au commissariat de la ville de Bandundu (Kwilu) a été retrouvé pendu dans sa chambre. L'auditorat militaire a ouvert une enquête pour élucider les causes exactes de la mort de cet officier.

**Sud-Kivu : trois morts dans des accrochages entre forces de l'ordre et hommes armés sur le Lac Kivu.** Les hommes armés à l'origine de l'attaque visaient des pêcheurs congolais qui pratiquaient leurs activités sur le lac, au bord du groupement de Mugote dans la chefferie de Ntambuka. Surpris en plein lac par des assaillants qui leur réclamaient de l'argent et tout ce qu'ils possédaient, ces pêcheurs ont alerté les éléments de la force navale d'Idjwi en patrouille dans le secteur. Les forces de l'ordre qui sont intervenues ont alors engagé des combats avec des assaillants. Dans les échanges de tirs nocturnes sur le Lac qui ont suivi, deux pêcheurs et un sergent de la force navale ont été touchés par balles. Ils ont succombé à leurs blessures quelques heures plus tard.

**Ebola : « Le cas de Mama Yemo n'est pas un cas suspect, c'est une alerte », selon Dr Allarangar Yokouide.** Le cas d'alerte de la fièvre hémorragique admis à l'Hôpital général de référence de Kinshasa (Ex-Mama Yemo) n'est pas encore confirmé comme celui de virus à Ebola. Le représentant pays de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Allarangar Yokouide : « Le cas de Mama Yemo n'est pas un cas suspect, c'est une alerte. C'est ce qu'il faut dire d'abord. Et quand il y a une alerte comme ça, il y a des équipes qui ont été mises en place qui se déplacent immédiatement pour faire des investigations. Et le cas de Mama Yemo est actuellement sous investigations », a affirmé Dr Allarangar Yokouide. Il a rappelé que ce n'est pas le premier cas détecté à Kinshasa. Mais après analyses, tous ces cas ont toujours été négatifs. Le ministère de la Santé publique dit avoir déployé ses équipes de brigade sanitaire le long du fleuve tout comme aux différents points d'entrée de la capitale ainsi que d'autres villes, dans le cadre de la prévention.

**Tshopo : nouvelles tensions à Kisangani, une femme grièvement blessée par balle.** Une femme, 49 ans, a été grièvement blessée par une balle perdue tirée par un major de la Police nationale congolaise (PNC), mercredi 23 mai, au quartier Plateau Boyoma, dans la commune de Makiso à Kisangani (Tshopo). Selon des témoins, cet incident s'est produit lors de nouvelles tensions observées dans la matinée, après les agitations de lundi et mardi, à la suite des manifestations des conducteurs des motos. L'accalmie observée pendant quelques heures a laissé place aux troubles lorsque les étudiants de l'Institut national des bâtiments et travaux publics (INBTP) ont trouvé des dégâts causés par les policiers lors de leur passage au sein de leur institution universitaire. Ils ont alors décidé de descendre dans la rue pour protester. Après avoir effectué quelques dizaines de mètres, ils ont été dispersés par les forces de l'ordre à la hauteur de l'Institut supérieur pédagogique (ISP). Ces étudiants ont alors fui dans tous les sens et certains sont allés du côté du Quartier Plateau Boyoma. D'après les témoins, c'est en les poursuivant qu'un major de la PNC a tiré une balle qui a atteint une femme à la tête à son domicile.

**Nord Kivu : la ville de Butembo se dote d'une brigade financière pour « recouvrer les taxes ».** La ville de Butembo au Nord-Kivu s'est dotée depuis lundi dernier de sa brigade financière. Le maire de la ville, Me Sylvain Kanyamanda, qui annonce la nouvelle, mercredi 23 mai à Radio Okapi, indique que cette structure a notamment pour mission d'identifier, enregistrer toutes activités économiques dans la ville et recouvrer des taxes. Il se dit confiant quant à la réussite de ce projet, en se basant sur la « culture fiscale déjà dans l'esprit des opérateurs économiques ».

**Ebola en RDC : les Etats-Unis annoncent le décaissement de sept millions USD supplémentaires.** Les Etats-Unis ont annoncé le décaissement de sept millions de dollars américains supplémentaires pour lutter contre la fièvre hémorragique à virus Ebola en République démocratique du Congo. Ce fonds soutiendra le plan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) « se proposant de fournir un contrôle rapide et localisé de l'épidémie. » « Ce plan consiste en de la surveillance, des enquêtes de cas, la recherche de contacts, la gestion de cas, des enterrements sûrs, la gestion des communautés et la mobilisation sociale», ajoute la même source. Par ailleurs, les Etats-Unis saluent les efforts proactifs des Congolais et d'autres partenaires internationaux visant à confronter cette épidémie et à aider à prévenir une crise sanitaire mondiale.

**La RDC signe deux contrats avec une société égyptienne pour la réhabilitation des routes à Kinshasa.** La RDC a signé mardi 22 mai deux contrats avec la société égyptienne Arab Contractors pour la réhabilitation des routes à Kinshasa, a

annoncé mercredi le ministre des Infrastructures, Thomas Luhaka. Les cinq artères concernées par ce contrat sont : L'Avenue Biangala dans la commune de Lemba ; L'avenue Bianda dans la commune de Mont-Ngafula ; La chaussée de Kimwenza, route parallèle à l'avenue de l'Université ; L'avenue Croix-Rouge dans la commune de Kinshasa. ;La route de Kisenso dans la commune de Matete, une artère longue de 5, 623 km.

**Kasaï : des miliciens ont attaqué un village à Mweka, huit morts.** Huit personnes ont été tuées et treize autres blessées, lors de l'attaque dans la nuit de dimanche à lundi 21 mai de la localité de Matopolo en territoire de Mweka au Kasaï, selon le vice-gouverneur du Kasaï qui livre un bilan provisoire. Plusieurs personnes blessées lors de l'incursion des miliciens ont été acheminées à Nkinda pour être soignées dans un centre de santé.

Uvira : le BCNUDH remet des fournitures de bureau au parquet de grande instance. Le bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a remis mercredi 23 mai un lot important des fournitures de bureau au parquet de grande instance d'Uvira (Sud-Kivu), pour appuyer le programme « Tupinge Ubakaji (lutte contre les violences sexuelles)».

**Sud-Kivu : 21.000 déplacés recensés à Bijombo.** Le rapport publié le 22 mai par le Bureau de coordination des affaires humanitaires fait état de 21.000 déplacés à la suite des conflits communautaires dans les hauts-plateaux de Bijombo dans le territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Les formations sanitaires de Tchanzovu, Ishenge, Mugogo et Kateja ne sont plus fonctionnelles, privant ainsi 22.000 personnes de soins de santé. Environ 900 maisons ont été brûlées, 17 écoles ont fermé leurs portes après avoir été pillées et démolies, affectant 1.500 élèves qui restent sans étudier, selon Ocha. Pour mettre fin aux conflits entre les différentes communautés du groupement de Bijombo, un atelier de réflexion a été organisé. Différentes notabilités locales, les organisations locales de la société civile, les autorités administratives et politiques et les responsables de la police et de l'armée ont pris part à cette discussion, qui a duré deux jours. Il a été question de trouver des solutions durables, faire des analyses sur le renforcement de la cohésion sociale et l'amélioration de la protection civile dans le groupement de Bijombo.

**Equateur: 7 morts et 42 passagers portés disparus après un naufrage sur la Momboyo.** Un convoi des pirogues motorisées a fait naufrage dans la nuit de mardi à mercredi 23 mai au niveau de la localité Wafanya, à 50 km de Monkoto dans la Tshuapa sur la rivière Momboyo. Sur une centaine de passagers à bord, indiquent les autorités locales, le bilan préliminaire fait état de 52 survivants, 7 morts et 42 passagers portés disparus. La surcharge, estiment des rescapés rentrés à Monkoto, est à la base du naufrage de cette embarcation, qui naviguait la nuit dans l'obscurité totale.

**RDC : un militaire tué par des rebelles burundais de la FNL à Uvira.** Un soldat du 341e bataillon spécial des Fardc a été tué par balle la nuit du mercredi à jeudi 24 mai dans une embuscade tendue par des rebelles burundais entre la cité de Kiliba et le groupement de Runingu, au nord de la cité d'Uvira. L'incident s'est passé sur la route nationale numéro 5, entre Uvira et Bukavu. L'armée précise que le soldat tué était en patrouille. Le sergent Guelord se trouvait seul dans une patrouille pédestre entre deux positions des FARDC, lorsqu'il a été attaqué par surprise. Des sources militaires disent que la riposte de l'armée n'a pas tardé et aurait fait trois morts du côté des assaillants.

**RDC : la Cenco déconseille l'éventualité d'un « troisième mandat » pour Joseph Kabila.** La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) dénonce les déclarations de la Majorité présidentielle sur la possibilité d'un autre mandat pour Joseph Kabila. Lors d'une conférence de presse tenue jeudi 24 mai à Kinshasa, son secrétaire général, l'Abbé Donatien N'shole fait savoir : « Ces propos, motivés par les intérêts de leurs propres auteurs et non du chef de l'état qui ne gagnera pas à être responsable de l'embrasement du pays, doivent être déconseillés par ceux qui aiment le Congo », conseillent les évêques catholiques. Selon l'Abbé Nshole, ces déclarations « peuvent facilement déboucher sur des situations de violence préjudiciables pour la paix et la stabilité de la RDC et de toute la sous-région. » Le secrétaire général de la CENCO regrette que certains ténors soutiennent l'idée d'un troisième mandat « au mépris de la constitution. » Par ailleurs, la CENCO demande aux autorités du pays de lever la mesure qui interdit les manifestations publiques. Lors de cette rencontre avec la presse, l'Abbé Donatien N'shole demande aussi à l'Assemblée nationale d'assumer à temps ses responsabilités à propos de l'enrôlement des Congolais de l'étranger afin d'éviter que cette situation devienne une raison pour justifier un report des scrutins, prévus le 23 décembre prochain.

**André Alain Atundu : « Le président de la République respectera toutes les dispositions de la constitution ».** Le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP), André Alain Atundu, a affirmé jeudi 24 mai, que sa plateforme n'a jamais fait des déclarations pour remettre en cause ce que le président de la République, Joseph Kabila, avait lui-même dit sur son sort concernant la question d'une éventualité de briguer un nouveau mandat. Depuis quelques jours en RDC, l'éventualité d'un « troisième mandat » du président Kabila a refait débat. A Kinshasa, sur certaines grandes artères, des banderoles du PPRD, le parti présidentiel sont affichées avec des écrits : « Notre candidat Joseph Kabila ». Ces calicots affichés relancent la question de la limitation des mandats présidentiels au sein de la classe politique congolaise.

**Beni : l'armée affirme avoir tué dix présumés ADF sur l'axe Mbau-Kambango.** De violents affrontements ont opposé depuis jeudi 24 mai matin des Forces armées de la RDC aux présumés rebelles ougandais des ADF sur l'axe Mbau-Kamango dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Selon les sources sécuritaires et militaires, dix rebelles ont été tués.

**Ituri : quatre morts dans une attaque armée à la carrière de Makako.** Quatre personnes ont été tuées à coups de machettes, et deux autres sont grièvement blessées par un groupe d'hommes non identifiés. Ce drame s'est produit dans la nuit de mercredi à ce jeudi 24 mai à la carrière minière de Makako, dans la chefferie de Banyari-Kilo en territoire de Djugu (Ituri). Quatre autres sont portées disparues. Cette attaque a provoqué la panique dans le milieu. Les boutiques, les écoles, les activités minières sont également suspendues.

**RDC : aucun cas d'Ebola confirmé à Kinshasa.** Aucun cas d'Ebola n'a été confirmé dans la ville de Kinshasa, a assuré jeudi 24 mai le président de la sous-commission communication dans la riposte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola, Raoul Kamanda. « L'Echantillon qui avait été pris hier [mercredi 23 mai] au niveau de l'hôpital Mama Yemo a été identifié et analysé négatif. Ici il faut souligner que tout cas suspect ne veut pas dire que c'est Ebola », a affirmé Raoul Kamanda.

**Tshopo : le conseil de sécurité décrète deux mois de courtoisie routière à Kisangani.** Les autorités provinciales ont décrété soixante jours de courtoisie routière dans l'ensemble à Kisangani à Tshopo. La mesure a été prise mercredi 23 mai, à la suite des échauffourées qui ont opposé pendant trois jours la police aux manifestants, occasionnant des victimes et des dégâts matériels énormes ont été enregistrés. Dans la matinée, aucune présence physique des éléments de la Police de circulation routière n'a été visible dans tous les carrefours et autres grandes artères de la ville. Des accrochages ont opposé mardi 22 mai à Kisangani les éléments de la police aux conducteurs de taxis motos. Ces derniers manifestaient contre « des tracasseries policières ». Alertés, la police a lancé des gaz lacrymogènes pour stopper la manifestation.

**Vendredi 25 mai.**

**Unikin : malgré les promesses du gouvernement, les professeurs vont poursuivre la grève.** « Dans cette perspective, et afin de donner forme à cette décision gouvernementale, laquelle s'inscrit résolument dans la ligne du respect du protocole d'Accord du 13 octobre 2017, l'Assemblée des professeurs décide de poursuivre la grève en attendant l'exécution effective des dispositions prises par le Gouvernement », a affirmé le président de l'APUKIN, le professeur Antoine Kitombole. Les professeurs de l'UNIKIN sont en grève depuis plus d'un mois. C'est pour la troisième fois qu'ils se réunissent jeudi pour évaluer l'état de leurs revendications par rapport aux résultats des concertations avec le gouvernement. Après un long débat entre professeurs, tous sont restés unanimes pour poursuivre la grève et évaluer la situation mardi prochain, si jamais le gouvernement matérialisait ses promesses, a indiqué le professeur Kitombole. Des tensions ont été observées ces derniers jours au sein de cette institution universitaire de la part des étudiants qui réclamaient la reprise des cours. Dans un communiqué du rectorat, il invitait les étudiants à ne pas manifester, en attendant la levée de la grève. De son côté, le Syndicat national des médecins (Synamed) constate que le gouvernement n'a pas respecté son engagement pris le 27 avril dernier concernant l'effectivité de la paie du complément de la prime de risque de tous les médecins à partir du mois d'avril. Ce syndicat demande aux médecins d'être calmes, et au gouvernement d'en tirer toutes les conséquences au cas où il ne tiendrait toujours pas à son engagement.

**Sud-Kivu : au moins 47 écoles endommagées après des pluies torrentielles.** Environ quarante-sept établissements scolaires de la province du Sud-Kivu ont été endommagés par les pluies torrentielles qui se sont abattues dans la région au mois d'avril dernier, a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires en RDC (Ocha) dans sa note d'information humanitaires du 22 mai. Les territoires affectés sont la ville d'Uvira où 30 écoles ont été touchées, la plaine de la Ruzizi avec 14 écoles affectées et les hauts plateaux où l'on a enregistré des dégâts dans trois écoles. La coordination des affaires humanitaires en RDC fait également savoir que plus de 8000 élèves de la région sont actuellement privés d'écoles à la suite de ces dégâts des pluies. Le bureau de l'ONU souligne que des actions sont déjà entreprises par les humanitaires pour venir en aide à ces élèves, en indiquant que plus de 400 kits scolaires sont déjà acheminés dans les zones sinistrées en vue de venir en aide à ces élèves.

**Tshopo : la chefferie de Mituku Basikake « abandonnée » aux mains des miliciens, déplore la société civile.** La société civile du territoire d'Ubundu (Tshopo) accuse l'armée d'avoir abandonné la chefferie de Mituku Basikake aux mains des miliciens Maï-Maï du colonel Thomas Mesandu. C'est depuis le 8 mai que la chefferie est passée sous le contrôle des miliciens. L'occupation de cette entité d'environ quatre mille habitants s'est passée sans combats, des militaires cantonnés sur place s'étant retirés, a déploré le vice-président de la société civile d'Ubundu Franck Linaïto. L'entité est actuellement gérée par des gens ne respectant ni loi ni droits humains.

**Domiciles et commerces dévalisés au centre-ville de Kananga.** Trois maisons résidentielles, une officine pharmaceutique et un siège d'une ONG ont été dévalisés durant la nuit du mercredi à jeudi dernier au centre-ville de Kananga. Plusieurs biens des valeurs dont des ordinateurs, des téléphones portables et de l'argent en liquide ont été emportés par des malfrats.

Les victimes s'étonnent que ces vols soient perpétrés au centre-ville, où soulignent-elles, la présence de la police est renforcée.

**Ebola en Equateur: les enfants doivent être au cœur de la riposte, plaide l'Unicef.** Le Fonds des Nations unies pour l'enfance recommande que les enfants puissent être au centre de la riposte contre l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui est menée actuellement dans la province de l'Equateur. D'après l'agence onusienne, les enfants continuent à être exposés au risque d'être affectés par cette maladie et d'autres sont déjà affectés par le virus Ebola. L'Unicef plaide dès lors pour que la santé et le bien-être des enfants dans les zones touchées soient prioritaires dans la réponse à cette épidémie. L'agence onusienne signale qu'elle soutient actuellement 23 familles et leurs enfants dont des proches ont été infectés par le virus Ebola en leur fournissant des kits et des rations alimentaires.

**Des ONG de l'environnement opposées à l'exploitation pétrolière dans le Parc des Virunga.** Plusieurs organisations de la société civile qui œuvrent dans la protection de l'environnement s'opposent au projet de la désaffectation d'une partie du Parc national des Virunga et du Parc national de la Salonga au profit des firmes internationales qui exploitent le pétrole. Après avoir adressé le 9 mai dernier une lettre d'indignation au ministre des hydrocarbures, les dirigeants de ces organisations ont tenu jeudi une conférence de presse à Goma pour, précisent-ils, exprimer leur indignation face une décision qui aura un impact irréversible sur les aires protégées. Fin mars, le ministre avait demandé de constituer une commission interministérielle pour « le déclassement par décret d'une zone d'intérêt pétrolier du parc de Salonga » et « d'une zone d'intérêt pétrolier de 172.075 hectares (1.720,75 km<sup>2</sup>) soit 21,5% du parc des Virunga », avait révélé l'ONG Global Witness.

**Beni : violents combats entre FARDC et présumés ADF, 19 morts.** Dix-neuf personnes ont trouvé la mort dans des combats qui opposent depuis jeudi les forces armées de la RDC aux présumés ADF dans le triangle dit « de la mort », situé entre les localités de Mbau-Kamango et Eringeti dans le territoire de Beni. Les corps des 14 présumés ADF tués dans des combats sont actuellement exposés à la Marie de Beni. Ces combats ont également fait 13 blessés du côté de l'armée dont 5 sont dans un état critique.

**Salamabila : au moins 30 morts dans des combats entre l'armée et miliciens.** Au moins 30 personnes ont été tuées lors des affrontements entre forces armées de la RDC et les Mai-Mai du groupe Malaika survenus jeudi à Salamabila en territoire de Kabambare (Maniema). Des sources locales parlent de 18 militaires tués dans ces combats. Parmi ces décès, ces sources déplorent les décès d'un officier de l'armée et le commandant de la police locale. Du côté des miliciens, les mêmes sources font état de huit assaillants neutralisés au terme des combats.

**50 morts dans un naufrage dans le nord-ouest.** Cinquante corps sans vie ont été repêchés après le naufrage mercredi d'une embarcation de transport informel sur une rivière du nord-ouest de la RDC, où des privés investissent le secteur du transport fluvial en l'absence d'un système public organisé. L'accident s'est déroulé dans des circonstances indéterminées sur la rivière Momboyo, dans le territoire de Monkoto, à 750 km de Mbandaka, chef-lieu de la province voisine de l'Équateur. L'embarcation effectuait la liaison Monkoto-Mbandaka avec plusieurs dizaines de passagers à son bord ainsi qu'une grande quantité de marchandises. M. Mboyo a précisé que "l'embarcation naviguait de nuit, dépourvue de lumière". Une mesure gouvernementale interdit aux embarcations de fortune de naviguer la nuit sur les eaux congolaises.

**Kinshasa : le vice-président des cambistes tué par des hommes armés.** Le vice-président de la confédération des cambistes de la RDC (COCAM) a été tué par balle jeudi dans la commune de Bandalungua à Kinshasa, a annoncé vendredi 25 mai le secrétaire général de cette organisation, précisant que le corps de la victime est gardé à la morgue de la clinique Ngaliema.

**Felix Tshisekedi et Moïse Katumbi s'engagent à unir leurs efforts pour l'alternance démocratique ;** Felix Tshisekedi et Moïse Katumbi ont signé conjointement une déclaration vendredi 25 mai à New York pour unir leurs efforts afin de conduire la RDC à la première alternance démocratique de son histoire. Dans leur déclaration publiée dans les réseaux sociaux, ces deux opposants en tournée euro-américaine ont réaffirmé leur rejet de l'utilisation de la machine à voter lors des élections générales prévues en décembre 2018. Ils exigent notamment la libération de prisonniers politiques, le retour au pays des exilés, le respect de libertés publiques.

**Samedi 26 mai.**

**RDC : l'OIF recommande la poursuite du nettoyage du fichier électoral.** Le fichier électoral de la Commission électorale nationale indépendante est satisfaisant, a indiqué vendredi 25 mai à Kinshasa, la mission de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), après l'audit de ce fichier. Dans son rapport, l'OIF dit avoir détecté plus de 16 % de personnes enrôlées sans empreintes digitales et 0,34 % de doublons potentiels. Ainsi, Siaka Sangare recommande la poursuite du nettoyage du fichier électoral, en menant des investigations pour découvrir les motifs pour lesquels ces personnes ont été enrôlées sans empreintes digitales. En avril dernier, la CENI avait publié le fichier électoral reconnaissant

40 287 387 électeurs sur l'ensemble de la RDC. 5 381.763 doublons et 902 290 mineurs avaient été radiés, après toilettage du fichier.

**La CENI confirme la convocation de l'électorat le 23 juin prochain.** « Nous nous préparons pour les élections le 23 [décembre]. Et pour votre information, le 23 juin prochain, dans exactement moins de 30 jours, nous allons convoquer l'électorat et lancer l'appel à candidatures, d'abord pour les provinciales et ensuite pour les élections nationales et la présidentielle », a annoncé Corneille Nangaa. Il a précisé que la CENI est la seule institution à gérer des questions concernant l'organisation ou non des élections.

**Tshikapa: un militaire condamné à mort pour le meurtre de ses deux collègues.** Le tribunal militaire garnison de Tshikapa (Kasaï) a condamné à la peine de mort, vendredi 25 mai, le soldat de première classe Fabrice Adiata. Il est reconnu coupable de double meurtre. Le jeudi dans la soirée, alors qu'il était en état d'ébriété il avait tiré sur deux militaires dans la cour de l'Etat-Major provincial de l'armée à Tshikapa. Les deux militaires morts sur le coup. Il a aussi blessé un autre qui se trouvait dans un cachot. Au cours de son procès qui s'est tenu vendredi en flagrance, le prévenu a reconnu avoir tiré sur ses collègues.

**RDC : les sénateurs s'opposent au transfert des eaux congolaises vers le lac Tchad.** Les sénateurs congolais ont rejeté l'idée de transférer les eaux de la rivière Ubangi vers le lac Tchad. « Le fait qu'on nous mette des accords déjà préétablis, que nous devrions signer, alors que nous sommes les propriétaires du bassin du Congo, à 62%, est un complot africain contre nous, pour nous déposséder de notre souveraineté nationale et nos ressources naturelles », a affirmé le vice-président de cette commission, M. Masikini. Pour lui, ce complot contre la souveraineté de la RDC ne sera jamais accepté par les congolais. Les sénateurs invitent par ailleurs le Tchad à investir les 15 milliards USD destinés à ce projet pour développer Grand Inga. L'électricité ainsi produite sera transférée au Tchad qui pourra alimenter des usines des ensellements des eaux à partir de l'embouchure du fleuve Niger.

**Ebola : Kinshasa renforce des mesures de surveillance sur le fleuve Congo.** La ville de Kinshasa renforce les mesures de surveillance contre la fièvre hémorragique à virus Ebola, le long du fleuve Congo. Selon le ministre des Transports et Voies de communication, José Makila, il s'agit notamment de vérifier que toutes les personnes dans les embarcations ne présentent aucun signe de virus. Le ministre a fait savoir qu'une équipe de surveillance des fonctionnaires de son ministère a été déployée depuis jeudi 24 mai, sur le fleuve à bord d'une embarcation.

**Ituri : deux miliciens tués dans des combats contre les FARDC à Walendu Bindi.** Les combats se sont poursuivis, samedi 26 mai matin entre les Forces armées de la RDC et les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Au troisième jour de ces affrontements qui se déroulent dans plusieurs endroits dans la chefferie de Walendu Bindi en territoire d'Irumu, l'armée dit avoir tué deux miliciens. Mais plusieurs notables de cette chefferie n'accordent pas beaucoup de chance quant à l'objectif poursuivi par ces opérations. Selon eux, cela a fait plus de 10 ans que l'option militaire a montré ses faiblesses sur la question de la FRPI. Ils demandent l'accélération du processus de dialogue communautaire avec le projet « Pamoja kwa Amani » du STAREC en cours.

**Ituri : 260 décès dus au paludisme en cinq mois, selon la division provinciale de la Santé.** Deux cents soixante personnes sont mortes à la suite du paludisme, sur près de deux cents quatre-vingt-huit mille cas recensés entre janvier et mai dans la province de l'Ituri. Ces chiffres publiés vendredi 25 mai par la division provinciale de la Santé, représentent plus de 50% de hausse par rapport à la même période l'année dernière. 38 personnes en majorité de déplacés de guerre de Djugu sont mortes de cette maladie aux camps des déplacés de Ngile et Ngeria à Kandoyi et ses environs. Près de deux mille personnes en ont souffert. Les milieux non assainis dans lesquels vivent ces déplacés qui ne dorment pas dans les moustiquaires imprégnées d'insecticide sont à l'origine de cette maladie qui est maîtrisée, selon les autorités sanitaires. La zone bénéficie déjà de l'appui entre autres de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'ONG Save the childreUne autre flambée de paludisme est aussi constatée dans les zones de santé de Rimba, Logo, Kambala, Nyarambe et Tchomia. Selon la division provinciale de la Santé, l'augmentation des cas est aussi consécutive à l'augmentation du nombre des aires de Santé qui est passé de 556 à 560. Ce qui augmente le monitoring de la maladie.

**Kasaï : le bilan de l'attaque de Mweka passe de huit à neuf morts.** Le bilan de l'attaque de la nuit de dimanche à lundi dernier dans la localité de Makopolo à Mweka est légèrement revu à la hausse. Le gouverneur du Kasaï, Marc Manyanga, parle désormais de neuf morts. Dans une interview accordée samedi 26 mai à Radio Okapi, il précise que l'attaque n'a pas opposé des hommes proches de deux chefs traditionnels comme certains l'ont soutenu après l'incursion. Le gouverneur estime que les raisons de cette attaque meurtrière ne seront connues qu'après l'arrestation des assaillants.

**Equateur : après Mbandaka, la vaccination annoncée à Bikoro et Iboko.** Après la ville de Mbandaka, la vaccination contre le virus Ebola commencera lundi 28 mai dans les zones rurales de Bikoro et Iboko dans le Nord-Ouest du pays. C'est dans ces deux zones rurales du Congo où cette épidémie mortelle a été déclarée ce mois-ci. Le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré samedi à Genève qu'il s'engageait « personnellement à faire tout ce qui est en

notre pouvoir pour mettre fin à cette épidémie dans les plus brefs délais. » C'est la neuvième épidémie d'Ebola au Congo depuis 1976, lorsque la fièvre hémorragique a été identifiée pour la première fois.

**Audit du Fichier électoral : « Contribution appréciable et positive », selon les experts de la MP et alliés.** Les experts de la Majorité présidentielle et alliés saluent les résultats de l'audit du fichier électoral présentés par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Lors de leur conférence de presse organisée samedi 26 mai à Kinshasa, ils estiment que le manque d'empreintes digitales ne signifie pas forcément une tentative de la tricherie. Selon Gilbert Muhika Mudikaka, premier coordonnateur adjoint du centre de coordination des élections de la MP, l'audit du fichier électoral est crédible, étant donné qu'elle a connu la participation des toutes les forces politiques congolaises en présence et de la communauté internationale.

**Audit du fichier électoral : « seuls 77% de Congolais ont été bien enrôlés », estime Eve Bazaiba.** « Globalement, seuls 77% de Congolais ont été enrôlés en bonne et due forme conformément à la loi. Les 23% autres parmi lesquels 16,16% qui constituent environ 6 600 000 électeurs ont été enrôlés sans leurs empreintes digitales. 4,9% de Congolais ont été enrôlés sans la carte d'identité. D'autres Congolais ont été enrôlés avec un ou deux doigts d'empreintes et d'autres l'ont été sans des fiches », révèle Eve Bazaiba, la secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC) Elle indique qu'il a été convenu qu'il soit mentionné dans le rapport final de l'audit que la liste des 23% de Congolais dont l'enrôlement était irrégulier soit publiée et que leurs cartes soient invalidées. « Chose qui n'a pas été faite », déplore-t-elle. Elle explique que c'est cette raison qui a poussé l'opposition à boycotter la conférence de presse au cours de laquelle la CENI et l'OIF ont publié les conclusions de l'audit du fichier électoral. Eve Bazaiba dénonce aussi le fait que les experts de l'opposition n'aient eu droit au serveur que pendant 30 minutes, la veille de la publication du rapport de l'OIF.

**Dimanche 27 mai.**

**RDC : une pétition pour exiger le « retour sécurisé » de Moïse Katumbi.** Plus d'une cinquantaine d'associations de la société civile et mouvements katumbistes ont procédé samedi 26 mai à Kinshasa à la signature d'une pétition pour exiger le « retour sécurisé » de Moïse Katumbi en RDC. Ce processus a été lancé au cours d'une matinée politique de la plate-forme électorale « Ensemble pour le changement », qui soutient la candidature de l'ex-gouverneur du Katanga à la présidentielle programmée le 23 décembre 2018. Le secrétaire général de cette plate-forme, Delly Sessanga, explique l'enjeu de la pétition « Par cette pétition, nous voulons montrer au monde entier que l'exigence de retour de Moïse Katumbi et sa participation libre aux prochaines élections n'est pas qu'une question d'« Ensemble pour le changement. C'est une question qui est portée très largement par la population congolaise dans toutes les provinces et dans toutes les couches populaires. » Il a plaidé pour un processus électoral « libre, démocratique et transparente mais aussi inclusif. Donc, cette pétition va s'adresser aussi bien aux autorités nationales [qu'] internationales [et constituer] une interpellation de la conscience de la société civile. »

**Mokonda Bonza, candidat déclaré à la présidentielle.** Le sénateur Mokonda Bonza, président de la Convention des démocrates Chrétiens (CDC) et de la plateforme politique Nouvelle Initiative pour le Congo (NIC), a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle, samedi 26 mai lors, d'une matinée politique organisée à Kinshasa. « L'AFDL a pris le pouvoir à Kinshasa en promettant monts et merveilles à la population congolaise. Mais, 21 ans plus tard, nous nous rendons compte que, en fait, ceux qui disaient être des libérateurs, ils se sont libérés eux-mêmes. Les jeunes de l'AFDL qui ont pris le pouvoir, ils ont démontré leurs limites, leurs insuffisances », a déclaré Florentin Mokonda.

**Lubumbashi : le forum sur les opportunités d'affaires réunit 130 exposants.** Le forum « Katanga Business Meeting » (KBM) s'est clôturé samedi 16 mai à Lubumbashi (Haut-Katanga). Ce salon d'entreprises, qui a réuni une centaine d'exposants locaux et étrangers, a offert aux opérateurs économiques l'occasion de nouer les relations d'affaires et d'étendre leurs activités. En dehors de l'exposition des biens, les participants ont aussi bénéficié de conférences animées par des orateurs venus de plusieurs pays.

**Kasaï-Central : la perception de la taxe vélo suspendue pour 45 jours.** Le gouverneur du Kasaï-Central, Denis Kambayi, sursoit à la perception de la taxe vélo et interdit toute tracasserie contre les transporteurs des marchandises à vélo, communément appelés « Bayanda ». Le document du gouverneur s'adresse aux administrateurs de territoire, au maire et aux bourgmestres de Kananga. Il leur est demandé de sursoir, du 19 mai au 2 juillet, à toute perception de la taxe vélo et toutes les « tracasseries » sur les « Bayanda ».

**RDC : tension à Djugu après kidnapping de 4 personnes.** Le calme est revenu dimanche 27 mai matin à Ritsi, localité située à environ 25 km de Bunia dans le territoire de Djugu (Ituri), après une vive tension enregistrée la veille dans cette entité. Tout est parti, samedi matin, lorsque la nouvelle du kidnapping de quatre personnes sur la route Nyangarai est arrivée au village de Ngongo, à environ 18 km au nord de Bunia. Selon des sources sécuritaires, les victimes, trois femmes et un homme, étaient sur une moto en provenance de Kabakaba en direction de Bunia. Elles sont tombées dans une embuscade des assaillants non autrement identifiés dans la localité Ritsi dans le secteur de Walendu Djatsi et ont été amenées dans une destination inconnue. Cette situation a poussé les jeunes de Mwanga et Ngongo, Kabakaba et Kunda, en majorité de



taximan moto, à se soulever et se rendre sur place à Ritsi pour chercher les corps de leurs frères, qui seraient déjà tués, selon eux. D'après le chef de secteur de Walendu Djatsi, Claude Mateso, arrivés sur le lieu, ces jeunes en colère et munis de bâtons, se sont livrés aux actes de vandalisme contre la population. Il indique que cette tension a créé une psychose au sein des habitants de Ritsi. Certains ont abandonnés leurs habitations pour ne retourner que ce dimanche matin.

**Mbandaka : David Gressly salue la « mobilisation rapide » contre la fièvre à virus Ebola.** La riposte contre l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit à Mbandaka et à Bikoro « reste encourageante », a affirmé samedi 26 mai le représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC chargé des opérations, David Gressly. Pendant deux jours, il a visité les activités de coordination à Mbandaka et celles de riposte sur terrain à Iboko, environ 180 kilomètres au sud-est de Mbandaka. La Monusco ne doit pas se déroger à sa mission d'appui logistique pour le bien-être et la sécurité des Congolais, selon David Gressly. Raison pour laquelle, à la suite de cette épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola à Mbandaka et Bikoro, la mission onusienne a aussitôt entrepris plusieurs actions, sur demande des autorités congolaises.

**Kasaï-Central : treize détenus mineurs libérés de la prison centrale de Kananga.** Treize détenus, tous des mineurs, ont été libérés samedi 26 mai de la prison centrale de Kananga (Kasaï-Central) sur instruction de l'auditorat militaire. Ils étaient tous poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel pour avoir intégré la milice Kamuina Nsapu. Aussitôt libérés, ils ont été placés au Centre de transit et d'orientation du Bureau national catholique de l'Enfance (BNCE) à Kananga pour leur réinsertion sociale. La libération de ces prévenus mineurs est consécutive au travail du groupe technique mixte, mis en place pour veiller à l'exécution de l'article 71 de la loi portant protection de l'enfant, lequel stipule que « l'Etat assure la sortie de l'enfant enrôlé dans les groupes armés ainsi que sa réinsertion en famille ou en communauté ».

**Iboko : des écoles fermées à la suite de l'épidémie d'Ebola.** Plusieurs établissements scolaires de la localité d'Iboko en Equateur ont cessé de fonctionner à la suite de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit dans la région.

**Tshopo : heurts entre creuseurs artisanaux et policiers à Mangi.** Des heurts ont opposé samedi 26 mai des creuseurs artisanaux de la cité minière de Mangi (Tshopo) aux forces de l'ordre. A la base de ces échauffourées signalées dans cette cité située à 260 Km au Nord de Kisangani dans le territoire de Banalia, le refus des creuseurs artisanaux de payer une taxe instituée par la division provinciale des mines avant d'accéder à la carrière. Obligés par les policiers commis à la sécurité de ce site minier de payer cette taxe avant de se livrer à leurs activités quotidiennes, ces exploitants artisanaux des minerais en colère ont rejeté la décision de la division des Mines. Ils ont alors cherché à traverser de force la barrière installée par les policiers à l'entrée du site. Des échauffourées ont alors éclaté. Un creuseur artisanal a été blessé dans cette altercation. Plusieurs habitants de cette cité ont, dans la foulée, envahi le bureau du délégué de la division des Mines dans la localité pour exiger le retrait de cette taxe.

**Lundi 28 mai.**

**Laurent Batumona appelle la Ceni à restituer les cautions versées pour les provinciales de 2015.** Le président du mouvement de solidarité et du changement (MSC), Laurent Batumona demande au gouvernement et à la Ceni de restituer avec intérêt l'argent que chaque candidat aux élections provinciales annulées de 2015 a versé comme caution. Au cours d'une matinée politique organisée dimanche à Kinshasa, l'opposant note que cet argent versé au titre de caution a trainé dans des banques congolaises durant quatre ans et soutient que ce fonds ont généré des intérêts. En 2015, la CENI avait enregistré plus de vingt-quatre mille (24 000) candidats sur toute l'étendue du territoire national en prévision des élections provinciales mais le scrutin n'avait pas eu lieu. Chaque candidat avait versé une caution de 500 USD pour prendre part à ce scrutin qui n'avait plus été organisé.

**Equateur : un centre de traitement et un camp de personnel médical pour lutter contre Ebola.** Le gouvernement congolais et ses partenaires ont construit un centre de traitement des malades souffrant de la fièvre hémorragique à virus Ebola et un camp qui va héberger le personnel médical mobilisé dans la lutte contre cette maladie à Iboko. Ces partenaires se mobilisent de plus en plus sous le leadership du gouvernement congolais et de l'OMS pour la riposte de l'épidémie actuelle du virus Ebola. Les interventions des partenaires parmi lesquels on compte l'OMS, l'Unicef, le MSF et la Monusco font face à des contraintes de plusieurs ordres. Sur le plan logistique par exemple, ils éprouvent des difficultés liées au mauvais état des routes, comme le souligne Serge Meginot, chargé de la logistique à l'OMS. La construction de l'héliport qu'effectue actuellement la Monusco à Mbandaka, et la réhabilitation des routes primaires et secondaires sont plus que nécessaires pour réussir cette riposte dans le territoire de Bikoro.

**Tanganyika : la grève des enseignants risque d'occasionner une année blanche à Kabalo.** La grève des enseignants de tous les réseaux des écoles (catholiques, privées et publiques) se poursuit à Kabalo, dans la province du Tanganyika. Le président du Syndicat des enseignants, Jacques Kakudji, a indiqué dimanche 27 mai, que les salaires de janvier, février et mars 2018 n'ont pas été versés aux enseignants. Cette grève dure depuis bientôt un mois. A un mois de la fin de l'année scolaire, certains parents d'élèves et d'autres observateurs craignent que cette situation occasionne une année blanche dans la localité.

**Equateur : lancement de la campagne de vaccination contre Ebola à Bikoro.** Le Programme élargi de vaccination a lancé ce lundi 28 mai la vaccination contre la maladie à virus Ebola à Bikoro dans la province de l'Equateur. Selon le Dr Bate Ndjoloko, directeur général de lutte contre cette épidémie, la cible de cette vaccination reste le personnel de santé de première ligne ainsi que les personnes ayant été en contact avec les malades confirmés d'Ebola. Le directeur général de la lutte contre la maladie donne aussi la situation épidémiologique globale actuelle de cette maladie dans la province de l'Equateur. « Les données de samedi font état de 25 décès dont 16 à Bikoro et 56 cas et nous avons en tout 1034 contacts. Toutes les chances sont de notre côté pour que la vaccination commence aujourd'hui lundi à Bikoro. Vous savez que la vaccination contre Ebola est une vaccination particulière très très lourde, qui demande une chaîne de froid à moins 80 degrés, qui a beaucoup de spécificités contrairement aux vaccinations que nous faisons en routine dans le pays depuis des décennies », a précisé le Dr Bate Ndjoloko.

**Kasaï : les infirmiers de Luebo réclament le paiement de quatre mois de leurs primes de risque.** Les infirmiers de la zone de santé de Luebo au Kasaï n'ont pas perçu leurs primes de risque depuis quatre mois (février, mars, avril et mai), a déploré dimanche 27 mai, José Katembwe, l'infirmier-titulaire du centre de santé de Konyi qui dépend de cette zone de santé. Pour sa part, le vice-gouverneur du Kasaï a demandé aux infirmiers de patienter, en attendant le retour du ministre provincial des Finances qui séjourne à Kinshasa.

**Sud-Kivu : la Caritas Ecosse assiste 56 ménages de déplacés internes de Fizi.** Cinquante-six ménages de déplacés internes ont reçu des vivres et des intrants, samedi 26 mai, dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu. Ce don de la Caritas Ecosse a été distribué par la commission diocésaine catholique « Justice et Paix ». Chaque ménage a reçu la farine de maïs et de soja, le haricot, du sucre, du sel, de l'huile végétale ainsi que des draps de lit, des blanquettes, des kits d'hygiène pour femmes, des habits pour enfants ainsi que des ustensiles de cuisine. Pour la commission diocésaine « Justice et Paix », l'objectif est de soulager les souffrances de ces déplacés. La présidente de cette structure de l'église catholique, Mme Godelieve Lugambo, souligne que ce projet multisectoriel est associé à une formation des 13 para juristes et assistants psycho-sociaux pour assister les déplacés en cas de violation de leurs droits et enregistrer des cas de violences sexuelles basées sur le genre dans ce village d'accueil. Ces déplacés avaient fui les combats entre les Fardc et le groupe armé Yakutumba entre les mois de novembre 2017 et de février 2018 dernier dans plusieurs villages.

**Bunia : 300 étudiants sensibilisés sur la lutte contre le paludisme.** Au moins trois cents étudiants des institutions d'enseignements supérieurs et universitaires de Bunia (Ituri) ont été sensibilisés samedi 26 mai sur la lutte contre le paludisme, notamment à travers l'utilisation des moustiquaires. Ces étudiants venus de l'Université de Bunia, de l'Université Shalom et de l'Institut supérieur pédagogique, ISP ont été sensibilisés sur le thème « prêts à combattre la malaria ». Le chef de programme Santé rurale (SANRU), Blaise Biona, a appelé les étudiants à lutter contre la vente de moustiquaires imprégnées d'insecticide. Elles seront distribuées gratuitement à partir de mardi 29 mai à 1.267. 667 familles. Cette distribution gratuite des moustiquaires va se dérouler pendant quatre jours, selon Dr Roger Lonema.

**Ituri : 4 morts dans les combats entre l'armée et la milice FRPI.** Quatre miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont été tués et des armes récupérées dans les combats qui ont opposé pendant quatre jours l'armée loyaliste à ce groupe armé dans la chefferie de Walendu Bindi en territoire d'Irumu, ont indiqué des sources militaires lundi 28 mai. Cependant, plusieurs notables de Walendu Bindi, contactés par Radio Okapi, sont sceptiques en ce qui concerne l'atteinte de cet objectif. Selon eux, cela fait plus de dix ans que l'option militaire a montré ses faiblesses pour éradiquer la milice FRPI. Ils demandent l'accélération du processus de dialogue communautaire.

**Tête-à-tête Kagame - Macron : la RDC ne laissera personne décider de son avenir (Lambert Mende).** «La RDC est jalouse de sa souveraineté et ne laissera personne, Etat ou groupe d'intérêts, en Afrique ou hors du continent, s'ingérer dans ses affaires intérieures et se substituer au peuple congolais pour décider de son devenir», a déclaré Lambert Mende, ministre de la Communication et Médias et porte-parole du gouvernement congolais lundi 28 mai dans un point de presse à Kinshasa. Il réagissait ainsi aux propos tenus le 23 mai par le président français, Emmanuel Macron, qui recevait son homologue rwandais, Paul Kagame. Les propos de M. Macron, selon le gouvernement congolais, sont ambigus, au point qu'ils ont conduits à la convocation le week-end dernier des ambassadeurs de France, du Rwanda et de l'Angola par le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Leonard She Okitundu. Objectif: obtenir une clarification. «La France soutient l'initiative prise par le président de l'Union africaine, le président rwandais Paul Kagame, en lien étroit avec le président angolais», avait déclaré sans autre précision le président français, cité par l'AFP. Emmanuel Macron reçoit par ailleurs lundi son homologue angolais, Joao Lourenço.

**Ebola : la Centrafrique s'organise pour traquer le virus à sa frontière avec la RDC (Ocha).** Dès que l'épidémie d'Ebola a été officiellement déclarée en RDC le 8 mai, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a placé la République du Congo (Brazzaville) et la République centrafricaine, sur la liste des pays à risque. La province congolaise de l'Equateur où la dernière épidémie d'Ebola a été déclarée est frontalière des deux pays. A Bangui, la menace est prise très au sérieux. Les

organismes humanitaires sont en état d'alerte et des équipes ont été déployées à la frontière Congo-centrafricaine pour traquer le virus.

**Attaque du véhicule de l'ONG AAA en Ituri: un civil écope de la peine de mort.** Le tribunal militaire de garnison de Bunia a condamné lundi 28 mai un civil à la peine de mort et cinq militaires des Fardc à des peines allant de deux à vingt ans d'emprisonnement. Un autre civil a été acquitté faute de preuves, dans le cadre de l'affaire sur l'attaque mardi dernier d'un véhicule de l'ONG Agro Action Allemande (AAA), qui transportait quarante-huit mille dollars américains destinés à payer des agents. Des hommes armés avaient attaqué mardi un véhicule de l'ONG AAA à l'aérodrome de Boga. Ils s'étaient cachés dans la brousse pendant l'atterrissage de l'aéronef qui transportait de l'argent estimé à 40 000 USD. C'est après le décollage de l'avion que ces assaillants avaient tiré sur le véhicule qui acheminait ce colis. Un passager avait été blessé par balle et les pneus de la voiture endommagés. Les bandits n'avaient pas réussi à emporter l'argent, le chauffeur ayant réussi à s'enfuir avec le véhicule en roulant avec les pneus crevés.

**Emmanuel Macron et Joao Lourenço appellent au respect de l'accord de la saint sylvestre.** Le président français, Emmanuel Macron et son homologue angolais, Joao Lourenço, ont affirmé lundi 28 mai à Paris (France) leur attachement à l'accord conclu le 31 décembre 2016 en RDC, qui prévoit des « élections libres, démocratiques et sincères auxquelles le président Kabila n'aurait pas à participer. » L'accord du 31 décembre 2016, a-t-il rappelé, avait « conduit à la décision d'une transition et l'organisation d'élections libres, démocratiques et sincères auxquelles le président Kabila n'aurait pas à participer. Je crois que c'est ce que défendent l'Union africaine et les pays de la région. Et c'est ce que soutient la France, sans aucune ambiguïté. » Le chef de l'Etat français a ainsi souligné le rôle « tout à fait spécifique » joué par le président Lourenço sur des situations difficiles dans la région de Grands Lacs. Lors de son intervention au cours de la conférence de presse sanctionnant leur tête-à-tête à l'Elysée, Joao Lourenço a insisté sur l'impérieuse nécessité de préserver un climat de paix en RDC. Cependant, a-t-il précisé, les questions personnelles du président Kabila n'ont pas été abordées au cours de leur rencontre.

Mardi 29 mai.

**Général Awalé Abdounasir : «Notre devoir est de continuer de porter le drapeau des Nations unies le plus loin possible».** Le monde célèbre mardi 29 mai la journée des Casques bleus. Radio Okapi en parle avec le général Awalé Abdounasir, commandant de la composante de la Police des Nations unies (UNPOL) à La Mission des Nations unies en RDC (Monusco). Il salue la mémoire des Casques bleus qui ont versé de leur sang pour la RDC et évoque le partenariat entre UNPOL et la Police nationale congolaise. Entretien.

**Radio Okapi : Général Awalé, vous commandez au sein de la MONUSCO, la Police des Nations unies (UNPOL). Quel est l'objectif de cette journée des Casques bleus que le monde célèbre le 29 mai de chaque année ?**

Général Awalé : C'est l'occasion de tous les Casques bleus qui sont dans les missions de maintien de la paix de célébrer cette journée. Elle est particulièrement dédiée aux sacrifices. Les gens ont quitté leurs pays pour participer à cet effort de la communauté internationale pour aider les pays à retrouver la paix. C'est ce sacrifice qui est célébrée en cette journée.

**Cette année, l'événement est placé sous le thème : « 70 ans de service et de sacrifice. Quel est le sens que vous donnez à cette thématique ?**

Nous célébrons les pertes en vies humaines. Tous les collègues qui ont perdu la vie, qui ont été blessés, qui ont souffert de l'intégrité physique pour promouvoir la paix dans le monde. C'est quelque chose que ce sacrifice ne soit pas oublié. 70 ans de service et de sacrifice, pour dire que tous les sacrifices qui ont été consentis par les pays contributeurs et les Casques bleus eux-mêmes, dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

**Comment vous interprétez ce sens de sacrifice dans le contexte de la RDC ?**

Il n'y a pas longtemps, on a perdu beaucoup des Casques bleus à Beni [au Nord-Kivu]. C'est le sacrifice des Casques bleus et nous ne devons pas l'oublier. Ils ont quitté leurs pays, pour aider un pays frère, ils sont tombés en RDC, c'est notre devoir de célébrer leurs mémoires pour que leurs sacrifices ne soient pas vains.

**Au sein de la MONUSCO, quel rôle joue concrètement la Police des Nations unies ?**

La composante Police des Nations unies est intégrée au sein de la MONUSCO et nous n'avons pas un mandat particulier. Mais la Police de la MONUSCO travaille sur des thématiques particulières : protection des civils, renforcement des capacités, réforme de la police et les questions des crime organisé. C'est un éventail d'activités sur lesquelles nous travaillons. En deux ans, nous avons redressé la barre pour un meilleur résultat par rapport aux années passées.

**Un mot sur le partenariat entre l'UNPOL et la Police nationale de la congolaise (PNC)?**

Nous avons convenu de travailler étroitement avec eux. Nous avons des stratégies conjointes que ce soit la question de protection des civils en milieu urbain ou des renforcements des capacités. Ces stratégies ont produit des effets aujourd'hui et nous avons des meilleurs résultats quant à la criminalité. Nous avons aussi investi dans la formation, bien entendu nos capacités sont très limitées mais nous nous sommes investis à faire le maximum en fonction de ces capacités là et les résultats sont probants. On a des bilans qui sont très positifs.

**Dans quel domaine auriez-vous aimé voir ce partenariat entre l'UNPOL et la PNC être renforcé ?**

L'idéal de tous les Casques bleus et des partenaires qui travaillent avec la PNC est de voir un jour la réforme de la PNC mise en œuvre à 100%. C'est quelque chose qui est la clé pour la PNC et l'Etat de droit.

### **Vous avez un message particulier aux éléments de la Police nationale congolaise ?**

C'est les féliciter. Ils font preuve de beaucoup d'efforts. Je leur demande de continuer avec ces efforts. Leur mandat est de protéger les personnes et leurs biens : c'est la chose la plus importante. C'est la clé de leurs missions et nous les encourageons à respecter cela.

### **C'est la fête des Casques bleus. Est-ce que vous avez un message pour eux ?**

C'est l'occasion de se rappeler des gens qui ont laissé leurs vies pour que le Congo retrouve la paix. C'est notre devoir aussi de continuer de porter le drapeau des Nations unies le plus loin possible en mémoire des sacrifices mais également en l'honneur des Nations unies qui pour nous tous est de servir la cause très noble.

**Les scientifiques plaident pour la réouverture de la Maison Schengen.** Les chercheurs des universités et autres scientifiques plaident pour la réouverture de la Maison Schengen, dispositif consulaire de délivrance des visas Schengen pour le compte de 18 pays européens, fermé depuis le mois de février. Dieudonné Moningo, professeur à la faculté de médecine de l'Université de Kinshasa fait remarquer que depuis la fermeture de cette structure, les pays européens, restant solidaires à la Belgique, refusent d'octroyer les visas devant permettre notamment aux chercheurs congolais de participer enseignements et autres conférences internationales. Il demande aux autorités de la RDC de penser aux conséquences que subit le pays suite à cette décision. La RDC a demandé le 24 janvier la cessation immédiate des activités de la nouvelle agence belge de développement (ENABEL) et la fermeture de la Maison Schengen, structure consulaire de délivrance des visas pour tous les pays de l'Espace Schengen gérée par l'Ambassade de Belgique en RDC.

**Lubumbashi : la police annonce un renfort de Kinshasa pour lutter contre l'insécurité.** Des éléments de la légion nationale d'intervention de la police de Kinshasa seront bientôt déployés à Lubumbashi pour prêter main forte à la police locale dans la lutte contre la criminalité, a annoncé lundi lors d'une parade le commissaire général adjoint de la police, le général Patience Mushid Yav. La ville de Lubumbashi fait face depuis quelques mois à la recrudescence de la criminalité. Des vols à mains armées et des cambriolages sont quotidiennement signalés dans plusieurs quartiers de la ville et, régulièrement, l'inaction de la police locale est mise en cause. Le 16 mai dernier, des échauffourées avaient opposés policiers et civils au quartier Luwowoshi à Lubumbashi. Les habitants de Luwowoshi s'en étaient pris aux policiers, leur reprochant d'être intervenus largement en retard lors d'une tentative de cambriolage par des voleurs à mains armées. Le général Mushid a reconnu un « relâchement » de la part de certains officiers de la police locale.

**Nord-Kivu : les groupes armés imposent des taxes et commettent des exactions à Lubero.** La société civile de Lubero accuse les groupes armés installés dans ce territoire d'imposer des taxes et de commettre d'exactions sur les populations. Ces miliciens opèrent principalement dans les villages Kimaka, Kalevya, Miriki, Mbwavinywa, Bingi, Kaheri, Kasugho, Bunyatenge en groupement Musimbi, chefferie de Batangi. G. Katsongo, président de la société civile de Lubero demande aux FARDC d'orienter les opérations militaires dans cette partie du pays et au gouvernement d'y restaurer l'autorité de l'Etat.

**Kinshasa : des coffres-forts pour sécuriser les armes remis à la police locale.** Le Service de lutte anti-mines des Nations Unies a remis lundi aux autorités de la police nationale congolaise à Kinshasa des coffres-forts pour sécuriser les armes à sa disposition.

**Quatre personnes enlevées à Kitshanga (Nord-Kivu).** Quatre personnes ont été enlevées depuis samedi 26 mai à Kitshanga en territoire de Masisi (Nord-Kivu). Selon la police locale, la disparition de ces personnes a créé une tension dans cette cité. Au moins mille personnes, sont parties lundi 28 mai à la recherche des victimes, dans la forêt de Kitobo. Les habitants ont découvert la pièce d'identité de l'une des personnes. Les mêmes habitants suspectent des miliciens Nyatura d'avoir planifié cette prise d'otage. Ils auraient même, selon la police, demandé aux familles de payer une rançon de 20 000 FC par otage.

**Beni : un sergent de l'armée condamné à mort pour le meurtre de 5 personnes.** Le premier sergent Damascène Ntagonayigiza Mbyayingabo a été condamné lundi 28 mai à la peine de mort pour meurtre de cinq personnes. Ce militaire était poursuivi pour les meurtres de sa compagne, de la tante de sa compagne et de ses trois enfants, samedi 26 mai à Mbau-centre.

**RDC : le Sénat examine le projet de loi sur les télécommunications et NTIC.** L'examen du projet de loi sur les télécommunications et les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTI) a débuté, lundi 28 mai, en seconde lecture au Sénat. Ce texte avait déjà été voté par la chambre basse depuis le 7 mai dernier. Cette loi vise à rendre les télécoms un secteur véritablement porteur de croissance économique et créateur d'emplois en RDC. Pour les parlementaires, la loi en vigueur, votée depuis 2002 s'avère inadaptée aux impératifs de la sûreté de l'état, de la protection des droits des usagers et à la structure du marché. La loi sous examen au Sénat propose plusieurs innovations, soutiennent-ils.

**Kasaï-Central : fin du conflit foncier opposant depuis plusieurs années deux groupements à Dimbelenge.** Le conflit de terre qui opposait depuis plusieurs années au Kasaï-Central les groupements de Bakwa Mayi 2 et Bakwa Tshiya a trouvé un dénouement. L'administrateur du territoire de Dimbelenge, Buanga Dibeya, l'a affirmé mardi 29 mai à Radio Okapi. Il

dit avoir tranché en faveur du second groupement. Les chefs de ces deux entités se disputaient une portion de terre située dans le village Mutanga Dibela. A en croire l'administrateur du territoire, ce terrain est riche en minerai de diamant. Buanga Dibeya dit avoir consulté des documents datant de l'époque coloniale ainsi qu'une décision prise par son prédécesseur pour prendre sa décision. Après sa décision, l'administrateur du territoire a invité les deux communautés à cohabiter pacifiquement. Jusque-ici, le conflit n'avait donné lieu à aucune violence.

**Lutte contre le virus Ebola à l'Equateur : le Japon envoie une équipe d'évaluation.** Le gouvernement du Japon va dépêcher, du 30 mai au 8 juin une équipe d'évaluation composée d'experts en maladies infectieuses et de fonctionnaires du ministère des Affaires Etrangères et de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en RDC où sévit la fièvre hémorragique à virus Ebola, indique un communiqué de l'ambassade du Japon à Kinshasa. L'équipe d'évaluation étudiera les besoins des zones touchées et coordonnera la possibilité d'une assistance supplémentaire sur la base de discussions avec le gouvernement de la RDC et les organisations internationales, note le communiqué.

**Beni : inhumation de deux officiers Fardc tués sur l'axe Mbau-Kamango.** Deux officiers des Fardc tués au cours des affrontements entre l'armée et les présumés ADF sur l'axe Mbau-Kamango dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) ont été inhumés ce mardi après-midi à Beni, aux cimetières de Masyani de la commune de Mulekera.

**Rutshuru : une vingtaine de personnes enlevées par des présumés miliciens.** Plus de vingt personnes ont été enlevées par des présumés miliciens depuis samedi dernier dans plusieurs chefferies du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) dont Kasenyi et Kibututu. Le chef de groupement de Bukoma confirme des cas d'enlèvement dans ces localités et dit avoir enregistré neuf cas non loin de Kiwanja. La plupart étaient des paysans. D'autres cas d'enlèvements ont été enregistrés le même samedi dans la chefferie de Bwito. Trois personnes dont un motard et ses deux clients ont été kidnappés sur l'axe Kibirizi-Kishishe en groupement Mutanda. Le fonctionnaire délégué du gouverneur à Kibirizi attribue ces actes d'enlèvements des paysans aux miliciens des FDLR/Rudi, actifs dans le secteur.

**Les professeurs de l'Unikin suspendent leur grève.** L'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa a décidé de suspendre, à partir de ce mardi 29 mai, sa grève déclenchée depuis six semaines. Au cours de leur quatrième assemblée générale d'évaluation, tenue ce mardi, les professeurs de l'Université de Kinshasa se sont dits satisfaits de la prise en compte par le gouvernement de leurs revendications relatives notamment à l'amélioration de leurs conditions salariales.

**RDC : Leïla Zerrougui salue la mémoire de 327 casques bleus tués depuis 1999.** Des milliers des Congolais et 327 casques bleus sont morts en RDC depuis le déploiement en 1999 de la deuxième mission des Nations unies de maintien de la paix, a rappelé la cheffe de la Monusco, Leïla Zerrougui, mardi 29 mai à Kinshasa au cours de la cérémonie de la célébration de la Journée internationale des casques bleus au quartier général de la Monusco à Kinshasa. Selon la Représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC, le maintien de la paix est donc devenu extrêmement dangereux en RDC comme ailleurs. Mais, ces dangers ne sont pas nouveaux, à l'image, rappelle-t-elle encore, de 250 membres du personnel de l'ONU, y compris le secrétaire général de l'époque, qui avaient perdu la vie au cours de la première mission de maintien de la paix déployée en 1960 au Congo. Présent également à cette cérémonie, le chef de la diplomatie congolaise a reconnu notamment la vaillance et l'engagement des casques bleus, avant de saluer leur professionnalisme et leur abnégation à travers le monde.

**RDC : une femme tuée en représailles au kidnapping de quatre personnes à Kitshanga.** La tension persiste à Kitshanga, à 80 km de Goma dans le territoire de Masisi. Plusieurs familles auraient fui depuis la nuit dernière, le quartier Camp Sayo, pour se réfugier dans d'autres quartiers de Kitshanga, après le meurtre d'une femme, par des présumés combattants du groupe APCLS d'obédience Hunde. La victime serait la mère d'un combattant Nyatura, indexé comme responsable de l'enlèvement, samedi, de quatre personnes à Kitobo, 6 Km au Sud de Kitshanga. Par peur des représailles, la population majoritairement hunde a dû fuir le quartier.

**Mercredi 30 mai.**

**RDC : le CNSA absent de la tripartite convoquée par le gouvernement.** Le Conseil national de suivi de l'accord et du suivi du processus électoral (CNSA) n'a pas participé à la réunion tripartite CNSA-CENI-Gouvernement tenue lundi 28 mai au ministère de l'Intérieur. Selon le CNSA, qui promet la « vraie Tripartite » pour bientôt, le gouvernement Tshibala n'est pas qualifié de convoquer cette réunion pour évaluer le processus électoral. Le rapporteur du CNSA, Valentin Vangi, appelle au respect de l'Accord de la Saint Sylvestre : « L'accord a recommandé au CNSA de s'acquitter de son devoir d'organiser des évaluations du processus électoral au moins une fois tous les deux mois. Donc, ici, en toute logique, c'est la personne qui évalue qui doit convoquer [la rencontre] ; pas celle qu'on doit évaluer ». Selon lui, le 30 janvier dernier, le président du CNSA avait déjà écrit au gouvernement et à la Ceni appelant les deux parties à la réunion tripartite. Il a renouvelé sa correspondance le 20 février et en mars, sans obtenir de suite. Un malentendu similaire avait apparu entre le CNSA et les deux autres parties lors de premiers travaux d'évaluation tenus à Kananga en août 2017. Le CNSA affirmait

que ces assises constituaient « en réalité une évaluation interne de la Ceni », alors que le gouvernement et la Ceni parlaient d'évaluation proprement dit du processus électoral.

**Les ministres issus du RASSOP/Kasa-Vubu désavouent Joseph Olenghankoy.** Dans leur déclaration publiée mardi 29 mai à Kinshasa, les ministres membres du Rassemblement de l'Opposition/aile Kasa-Vubu désavouent Joseph Olenghankoy, le président du Conseil des sages. Ils lui reprochent, outre le népotisme, la création d'une certaine base du RASSOP chargée de « s'attaquer aux membres du gouvernement Tshibala ». Ces membres du gouvernement désapprouvent aussi la transformation du Rassop en une plateforme électorale que Joseph Olenghankoy a fait enregistrer au ministère de l'Intérieur, selon eux. Lisant la déclaration commune, Lisanga Bonganga, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement et coordonnateur de la CAT, Coalition des Alliés de Tshisekedi, accuse Joseph Olenghankoy de s'arroger des pouvoirs illimités.

Pour ces membres du gouvernement, le Premier ministre Tshibala est désormais « le seul et unique interlocuteur et interface du Rassemblement vis-à-vis des tiers... »

**Elections en RDC : Corneille Nangaa annonce la convocation de l'électorat pour le 23 juin.** « Le 23 juin, l'électorat sera convoqué et nous allons commencer à inscrire les candidatures », a annoncé mardi le président de la Ceni, Corneille Nangaa.

M. Nangaa a assuré que l'objectif de la Ceni reste le 23 décembre, date de l'élection présidentielle selon le calendrier électoral en vigueur. Il a qualifié de « distraction » tout ce que ce qui se raconte autour de la machine à voter et a invité « toutes les personnes qui doutent de la fiabilité de cette machine à passer à la Ceni pour l'expérimenter ». Il se dit par ailleurs ouvert à toute initiative visant à certifier ce matériel informatique pour dissiper tout malentendu.

**Nord-Kivu : retour au calme après des accrochages entre deux groupes armés locaux à Masisi ;** Des sources policières et administratives affirment que le calme revient progressivement mercredi 30 mai à Masisi au Nord-Kivu, après des combats qui ont opposé la veille les miliciens de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) à ceux de Nduma Defense of Congo (NDC) Rénové entre les villages Kalungu et Lukweti, situés à cheval entre les groupements Bashali-Mokoto et Bafuna. Les deux groupes armés s'affrontent constamment pour le contrôle des villages entre Masisi et Walikale.

Mardi 29 mai, les échanges de tirs ont duré plusieurs heures, jusqu'à 14 heures locales avant que l'APCLS n'ait pu repousser les assaillants qui tentaient de les déloger dans les encablures de Bashali-Mokoto. Après une nuit passée en brousse, les habitants regagneraient timidement leurs domiciles dans les villages Butsindo, Mashango, Bwendera et Butsira en groupement Bashali Mokoto et dans la localité Kilambo, groupement Bapfuna.

**Tshopo : les agents de la RVA annoncent une grève générale.** Les agents de la Régie des voies aériennes (RVA) annoncent une grève générale à partir de jeudi 31 mai sur toute l'étendue de la province. Selon Mme Léonie Senga, déléguée syndicale principale de la RVA, les agents réclament le paiement de six mois d'arriérés de leurs salaires. Pour Mme Léonie Senga, la reprise de service est conditionnée par le paiement des 3 mois de salaires sur les six qui ne sont pas payés.

**La RDC a bénéficié de 16 programmes d'aide alimentaire en 13 ans, selon Bahati Lukwebo.** La RDC a bénéficié de seize programmes d'aide alimentaire de 2004 à 2017. « Le riz qui est vendu dans le cadre de l'aide japonaise est vendu à prix inférieur au prix du marché. Nous insistons auprès des distributeurs à ne pas faire de la surenchère. Qu'ils ne spéculent pas au-delà de ce qui est permis. Nous déterminons à l'avance le prix de vente des produits de l'aide », a indiqué Bahati Lukwebo. D'après lui, les 16 programmes d'aide alimentaire sont constitués de 11 programmes pour le riz, deux pour le maïs et trois aides financières non remboursables pour le ciment et de l'engrais.

**Maniema : 27 000 personnes déplacées enregistrées à Salamabila.** Plus de vingt-sept mille personnes auraient quitté le territoire de Kabambare pour la région de Salamabila au Maniema, selon la note d'informations humanitaires Sud Kivu-Maniema publié mardi 29 mai. Elles ont fui les affrontements entre les FARDC et les groupes Mai-Mai la semaine dernière. Ces affrontements ont aussi affecté la province du Sud-Kivu, où environ 600 personnes du territoire de Shabunda auraient également abandonné leurs foyers, ajoutent les humanitaires.

**Tanganyika : le gouverneur salue les efforts des casques bleus pour ramener la paix.** Le gouverneur du Tanganyika, Richard Ngoy Kitangala salue les efforts des casques bleus de la Monusco pour ramener la paix dans sa province, secouée par l'activisme des groupes armés et les violences communautaires entre les pygmées et les Bantous. Pour sa part, le chef de bureau de la Monusco à Kalemie a promis que la mission onusienne va continuer sa mission de protéger, stabiliser et consolider la paix en RDC.

**Martin Fayulu annonce la mutation de la Dynamique de l'opposition en plateforme électorale.** Le regroupement politique « Dynamique de l'opposition » se transforme en une plateforme électorale, a annoncé mardi 29 mai Martin Fayulu, son coordonnateur, à l'occasion de l'ouverture à Kinshasa de la troisième convention de cette structure. Les assises

de la Dynamique de l'opposition vont se clôturer mercredi 30 mai. Les participants réfléchissent autour du thème: « Un Congo libre et prospère, c'est encore possible ».

**Lualaba : une commission pour uniformiser le prix d'achat du cobalt.** Le ministre des Mines de la province de Lualaba, Jean Marie Tshizainga a mis en place mardi à Kolwezi un comité dont la mission sera d'uniformiser le prix d'achat de cobalt sur toute l'étendue de la province. La mise en place de cette commission est intervenue mardi, au terme d'une réunion de deux jours qui a réuni les négociants, les propriétaires des dépôts et les creuseurs des différents sites miniers dont Musompo, Kisanfu, Tshala, Kapata et Kasulo. La création de ce comité fait suite aux récentes manifestations des creuseurs artisanaux de la cité minière de Kasulo à Kolwezi, qui réclamaient la révision à la hausse du prix du Cobalt brut, conformément à l'évolution du prix de ce minerai à l'échelle internationale.

**Haut-Lomami : une centaine d'infirmiers réclament le paiement de leurs primes de Janvier et février.** Plus de cent infirmiers et personnel administratif du secteur de la santé du Haut-Lomami réclament le paiement de leurs primes des mois de janvier et février dernier. Le Syndicat provincial du personnel de la santé accuse le médecin chef de division de la province et l'ordonnateur de budget dans la province d'avoir détourné ces primes, estimées à 30 millions de francs congolais (environ 18 500USD). Mis en cause, l'ordonnateur du budget du Haut-Lomami rejette en bloc ces accusations, en soutenant que ces agents de santé qui réclament leurs primes ne sont pas des « ayant droits » parce que leurs noms ne figurent pas sur les listings de paie envoyés par le ministère de la Fonction publique.

**Kasaï-Oriental : l'avion de CAA assurant la liaison Goma-Lodja-Mbuji-Mayi immobilisé pour raison de maintenance.** L'avion Foker 50 de la compagnie aérienne CAA, assurant la liaison Goma-Lodja-Mbuji-Mayi-Kinshasa, est retenu depuis vendredi à l'aéroport de N'Djili à Kinshasa par le groupe technique de Sabena pour raison de maintenance, ont expliqué mardi les responsables de la société CAA. Depuis vendredi en effet, cet avion qui assurait la ligne Goma-Lodja-Mbuji-Mayi n'a plus atterri dans le chef-lieu de la province du Kasaï-Oriental, suscitant les inquiétudes des passagers et autres opérateurs économiques qui avaient fait des réservations. D'après la CAA, le groupe technique de Sabena qui collabore avec la compagnie dans le domaine de maintenance de ses appareils, a retenu cet aéronef immobilisé pour entretien. Aux passagers qui avaient fait des réservations, la CAA a proposé de rembourser les billets ou carrément de changer leur itinéraire, expliquant que l'entretien de son aéronef pourrait se poursuivre jusque Jeudi.

**Uvira : aménagement d'une route pour contourner le pont Kawizi écroulé.** Les équipes de la Monusco aménagent depuis lundi une route qui permettra aux véhicules de contourner le pont Kawizi qui s'est écroulé depuis fin avril, enclavant par ce fait la ville d'Uvira. Le trafic est par conséquent perturbé entre le territoire d'Uvira et la ville de Bukavu.

**Uvira : grève des infirmiers.** Les infirmiers, membres de l'Union nationale des infirmiers du Congo, observant une grève dès ce mercredi 30 mai sur toute l'étendue du territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Ils réclament la révision à la hausse de leurs primes de risques. Dans cette partie de la province, 95% des infirmiers ne sont pas payés par l'Etat et ne dépendent que de cette prime, payée jusque-là 35 000 francs congolais (21.6 USD).

**Le réseau de parlementaires contre la corruption en sensibilisation à Kisangani.** Une délégation du Réseau de parlementaires africains contre la corruption (APNAC) en mission à Kisangani sollicite l'implication des élus provinciaux de la Tshopo pour combattre les antivaleurs. «Tous les problèmes que connaît notre pays tourne autour de la mauvaise gouvernance. Nous saisissons le taureau par les cornes pour commencer à sensibiliser, et les autorités qui nous gouvernent et la population qui est gouvernée ; pour que tout le monde milite contre les antivaleurs », a indiqué Jean-Pierre Pasi Zapamba, vice-président du Réseau de parlementaires africains contre la corruption.

**Jeudi 31 mai.**

**RDC : le processus électoral est en péril, selon la Symocel.** Le processus électoral en RDC est en péril au stade actuel, au regard de la détérioration croissante du contexte sociopolitique et du manque de consensus des parties prenantes, a indiqué la Synergie des missions d'observation citoyenne des élections (Symocel), mercredi 30 mai à Kinshasa devant la presse. A cette occasion, Emmanuel Kazadi, coordonnateur adjoint de la Symocel, a appelé à la construction d'un consensus solide impliquant toutes les parties prenantes, estimant que la gestion du processus électoral en cours s'écarte de la consolidation de la démocratie. Evoquant la question relative à l'audit du fichier électoral, la mission d'observation électorale de la Symocel indique que les chiffres de la Ceni démontrent des accroissements inquiétants du nombre d'électeurs dans certaines provinces.

La mission de l'observation de la Symocel note que la liste des partis et regroupements politiques a été publiée en violation de l'article 54 de l'accord de la saint-sylvestre. Sa publication consacre la continuité du dédoublement et même de l'omission de certains partis politiques, soutient M. Kazadi. La Symocel épingle aussi des violations des libertés de manifester et des droits humains. Pour éviter la perturbation du calendrier électoral, cette structure invite toutes les parties prenantes à s'impliquer davantage dans le processus et à se l'approprier en l'améliorant.

**Kinshasa : le syndicat de la Regideso demande une rallonge du projet de construction de l'usine de traitement d'eau de Binza.** Le syndicat national des travailleurs de la Regideso demande à la Banque mondiale de rallonger de deux ans la durée du projet de la construction de l'usine additive de traitement d'eau qui doit desservir les habitants de la partie Ouest de Kinshasa. La délégation syndicale se dit préoccupée par le fait que les travaux de la construction de cette usine, qui devraient démarrer en décembre 2017 sur le site de Binza O'Zone, n'ont jamais commencé six mois après leur lancement. Ce projet financé par la Banque mondiale pour renforcer l'adduction d'eau dans la partie Ouest de la ville de Kinshasa devrait en principe prendre fin en décembre 2018.

**Martin Mayulu investi candidat président de la République par la Dynamique de l'opposition.** L'opposant Martin Fayulu va briguer la magistrature suprême pour le compte de la Dynamique de l'opposition. La décision a été prise mardi 30 mai, à la clôture de la troisième convention de ce regroupement politique transformé en plateforme électorale. Il se dit ouvert aux discussions pour aboutir au choix d'un candidat unique de l'opposition pour la présidentielle du mois de décembre. Selon le calendrier de la Commission électorale nationale indépendante, la présidentielle aura lieu le 23 décembre.

**Le Panel d'experts de la société civile appelle la population « à rester debout pour des élections crédibles ».** Le Panel d'experts de la société civile invite la population à rester debout et à se mobiliser pour la tenue des élections apaisées et crédibles en RDC. Son coordonnateur, Dieudonné Mushagalusa, se dit confiant que les élections se dérouleront au regard des avancées enregistrées au niveau préparatoire par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), conformément à son calendrier électoral. Dieudonné Mushagalusa a invité les acteurs politiques à rejeter toute idée de recourir à la guerre ou autres moyens non démocratiques. Il les a encouragés par contre à s'engager résolument dans la tenue effective des élections, «seule voie d'accès au pouvoir de manière démocratique».

**Ituri : la Monusco collabore avec les Fardc « pour neutraliser les groupes armés ».** La Monusco collabore avec les Forces armées de la RDC (Fardc) « pour neutraliser les groupes armés » dans la province de l'Ituri. Selon le nouveau commandant des Forces de la Mission onusienne, le Lieutenant-Général Elias Rodrigues, la présence des groupes armés en Ituri constitue encore une menace pour la stabilité et le retour de la paix durable dans cette province.

**RDC : la protection des forêts au centre d'une réunion entre leaders religieux à Kinshasa.** Plusieurs délégués de l'Eglise du Christ au Congo et de la Commission épiscopale pour les ressources Naturelles ont discuté mercredi à Kinshasa sur les possibilités de lancer en RDC l'initiative interconfessionnelle pour la protection des forêts tropicales. Cette initiative a été lancée en juin 2017 à Oslo en Norvège avec la participation des chefs religieux du monde entier et des représentants des populations autochtones. Les participants à la rencontre de mercredi ont levé l'option d'informer le public sur l'existence de cette initiative avant son lancement.

**Ebola en Equateur : 36 cas confirmés et zéro décès au 29 mai.** La province de l'Equateur a enregistré au 29 mai 2018 cinquante-trois cas de fièvre hémorragique à virus Ebola, a indiqué mercredi 30 mai le ministre de la santé dans un communiqué. Sur les 53 cas enregistrés, 36 ont été confirmés, 13 jugés probables et 4 suspects.

**RDC : le projet de loi sur les télécommunications reçu au Sénat.** Le projet de loi relatif aux télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la Communication (NTIC) a été jugé recevable, mercredi 30 mai au Sénat. Lundi lors du débat général, certains sénateurs avaient estimé qu'il n'avait pas de soubassement constitutionnel et qu'il ne méritait pas d'être voté comme loi. Dans sa réplique, Emery Ukundji, ministre des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la Communication a soutenu que ce projet de loi est bel et bien constitutionnel, étant donné qu'il relève du domaine commercial bien régi par la constitution du 18 février 2006. Il a rappelé que ce texte avait déjà été voté à l'Assemblée nationale après correction. Pour sa part, le sénateur Jacques Djoli, auteur de la question sur le fondement juridique de ce projet de loi, se dit non satisfait de la réponse du ministre. Il propose que ce texte soit transformé en arrêté ministériel jusqu'à ce que la Constitution soit révisée afin d'en faire une loi.

**Kasaï-Central : un mort et quatorze blessés après le déraillement d'un train.** Une personne est morte et quatorze autres blessées après qu'un train de la SNCC a connu un accident la nuit de lundi à mardi près de la gare de Tshibungu dans le territoire de Demba, situé à une cinquantaine de km de Kananga. D'après la SNCC, la locomotive en provenance d'Ilebo était en stationnement entre Demba et Zapo lorsqu'un wagon qui était détaché de la locomotive a déraillé et dévalé une pente. Dans sa chute, ce wagon a détruit la voie ferrée sur une longueur d'environ 100 mètres et emporté plusieurs tonnes des rames.

**Leïla Zerrougui appelle à des élections inclusives en RDC.** La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Leïla Zerrougui, se dit optimiste et refuse de céder à toute spéculation quant à l'aboutissement du processus politique et électoral dans ce pays. Lors de sa première conférence de presse tenue jeudi 31 mai au quartier général de la MONUSCO à Kinshasa, elle a toutefois insisté sur la nécessité d'avoir des élections inclusives. «On a un calendrier, on a un accord politique. Le gouvernement et la majorité se préparent. L'opposition se prépare. Il y a des divergences. Mon rôle, en tant



que bureau de bons offices, j'essaie de les rapprocher, j'essaie de les convaincre que c'est dans l'intérêt de tous que ces élections se tiennent. Et pas seulement qu'elles se tiennent, [mais, il y a ] des préalables : l'inclusivité pour leur donner la crédibilité qu'il faut».

**RDC : plusieurs villages de Walikale regorgent d'engins non explosés (Sylam).** Les habitants de plusieurs localités de certains groupements du territoire de Walikale (Nord-Kivu) sont exposés aux engins non explosés, a alerté jeudi 31 mai la Synergie de la lutte anti-mines (Sylam). Conséquences, les déplacés ne peuvent plus rejoindre leurs milieux d'origine pour poursuivre leurs activités champêtres. Les localités de Banamungera, Biriko, Mutongo, Limangi et Itebero respectivement dans les groupements Walowa Loanda, Walowa Uroba et Ihana sont concernées par cette menace. Selon le responsable de Sylam à Walikale, des munitions et des engins non explosés, dont des grenades et des roquettes, sont visibles dans certains champs. Cette présence fait que les personnes déplacées, qui ont trouvé refuge à Walikale centre, ont peur de regagner leurs milieux d'origine pour s'adonner aux activités champêtres.

**Evasion de 7 détenus de la prison centrale de Shabunda.** Sept des quarante-et-un détenus de la prison centrale de Shabunda(Sud-Kivu) se sont évadés la nuit de mercredi à jeudi 31 mai. Cette évasion a été occasionnée par l'ivresse de deux gardiens qui n'ont pas verrouillé la porte de la cellule, selon des sources pénitentiaires.

**Sud-Kivu: poursuite de la grève des infirmiers.** La grève des infirmiers du Sud-Kivu est entrée ce jeudi 31 mai à son deuxième jour. La veille, une femme enceinte est décédée dans la zone de santé de Nyangezi faute d'assistance, selon des sources infirmières. Le représentant des infirmiers du Sud-Kivu, Joto Byamungu Mushagalusa, souligne que leur mouvement est prévu pour cinq jours. Les grévistes réclament notamment une révision à la hausse de la prime de risque